le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

GDF-SUEZ

ça gaze pour les patrons et fait suer les usagers

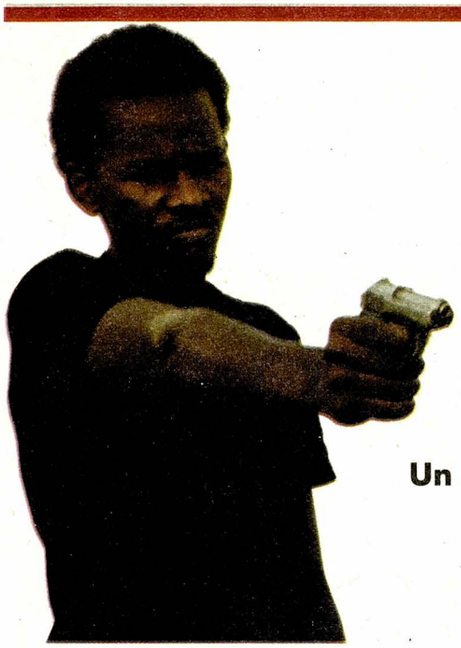
M 02137 - 1447 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« La souveraineté est un mouchoir inventé par les militaires pour essuyer leur morve. »

Luis Sepulveda

hebdo n° 1447
du 21 au 27 septembre 2006

Sommaire



Il est inhumain d'**expulser des enfants**, par M. Rajsfus, *page 4*

L'autruche a toujours de nouveaux atours, par Fred, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Le tribunal tranche sur **Alstom**, par Thierry, *page 7*

Un marin rebelle, E. Riguidel, entretien réalisé par Didier et Stef@, *page 8*

Abraham Guillen anarchiste méconnu, par Daniel, *page 11*

Le cinéma vu de **Venise**, par H. Hurst, *page 15*

C. M. Lorenzo et **le pouvoir des anarchistes,** par F. Gomez, *page 17*

Missiles M51, l'envoyeur est-il prêt?, par Daniel, *page 20*

Un témoignage sur **Pierre Vidal-Naquet,** par A. Pecunia, *page 21*

Radio libertaire dans tous ses programmes, *page 22*

Agenda, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Nous vivons dans une grande démocratie, ce qui tendrait à laisser croire que la population a le contrôle de ses institutions, telles l'armée, la justice et la police en particulier. Bien sûr, sur le papier, des lois existent. Mais la réalité est tout autre; déjà, le prétexte électoral sécuritaire dont sont nées ces dernières années plusieurs séries de lois ne se justifiant que par la peur du terrorisme a habitué les citoyens à vivre sous un contrôle armé serré. Ce sont maintenant des militaires munis d'armes de guerre qui assurent le contrôle des populations dans les grands centres de communication, ports, aéroports et gares routières ou ferroviaires. Les citoyens n'ont, eux, aucun contrôle sur ces mercenaires, qui ne rendent de compte qu'à leurs chefs. Quand on sait que l'armée française, forte de son expérience dans la bataille d'Alger au cours de laquelle elle a perfectionné à grande échelle ses méthodes de torture et d'élimination d'opposants, a formé la plupart des officiers des dictatures sud-américaines des années soixante-dix, ainsi que leurs tuteurs états-uniens, il y a de quoi avoir peur. Les lois sécuritaires ont aussi insidieusement donné plus de pouvoir aux milices privées. Ces vigiles, que nous nous sommes habitués à côtoyer aux mêmes endroits, ainsi que dans les grands centres commerciaux, sont tout autant hors du contrôle des citoyens. Il est curieux, par exemple, de voir que la SNCF utilise des compagnies privées de sécurité, alors qu'elle possède sa propre police; mais il est vrai que, contrairement aux miliciens privés, les agents de la SNCF ont un devoir de service public et sont tenus, comme les fonctionnaires, à décliner leur numéro d'agent aux usagers qui le leur demandent, ce qui les met sous le contrôle de ceux-ci. Ces sociétés de vigilance, qui prennent exemple sur leurs concurrents américains, ces grandes compagnies qui perpétuent la guerre en Irak où ils engrangent des milliards sur le dos des Irakiens, des grandes compagnies pétrolières et des contribuables états-uniens, ont le vent en poupe chez nos dirigeants. Il est vrai qu'en période électorale nos politicards sont bien contents de pouvoir s'appuyer sur des professionnels pour assurer la sécurité de leurs meetings, mais de là à leur donner des pouvoirs de contrôle sur les citoyens, il y a un pas que nos ministres ultralibéraux du gouvernement Villepin n'ont pas hésité à franchir. Nous vivons donc dans une grande démocratie, mais, si nous n'y prenons garde, de grandes compagnies privées contrôleront bientôt totalement l'armée et la police. Mais, rassurons-nous, elles ne nous imposeront pas un gouvernement par la force, elles préfèrent nous laisser croire que nous le choisissons au travers des élections.

GDF- SUEZ
de l'eau dans le gaz

Guy

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Les grands chacals du libéralisme ont sorti les crocs et veulent dépecer ce qui reste des entreprises publiques Gaz de France, puis EDF.

Un petit rafraîchissement de mémoire

Cet abattage a bien été initialisé par les gouvernants de gauche qui, depuis 1999, ont donné les coups les plus décisifs: en février 1999, pendant que la manifestation nationale des salariés EDF-GDF se dispersait sur l'esplanade des Invalides, les députés communistes discutaient avec leurs braves camarades socialistes la transcription dans le droit français de la directive européenne instaurant l'ouverture du marché du gaz et de l'électricité à la concurrence. Si vous croisez un député de gauche sur votre chemin, gazez-le!

Le sommet de Barcelone entérinera cette décision, en préparant la séparation des domaines de la production, de la distribution et du transport de l'énergie.

En 2002, Jospin et Chirac, toujours aussi prompts à démanteler les entreprise publiques, en général (il ne faut pas oublier que le «revenant» Jospin a, de son vivant, de 1997 à 2002, battu tous les records dans le sale boulot de la privatisation), mettent la dernière main au calendrier de l'ouverture à la concurrence: 1er juillet 2004, choix du fournisseur pour les entreprises et 1er juillet 2007, pour les usagers.

La droite, revenue aux affaires (parce qu'elle n'y était plus?), a terminé le dépeçage en faisant adopter en 2004, malgré la forte mobilisation des salariés d'EDF-GDF, la loi de changement de statut de ces entreprises en S.A. (sociétés anonymes) afin de permettre leur privatisation partielle et leur cotation en Bourse.

L'annonce en février 2006, par Galouzeau, de la fusion GDF-Suez, ne fait que parachever un plan déjà préécrit d'application du libéralisme économique. D'après ces grands penseurs, de Strauss-Kahn à Sarkozy, la «main invisible» du marché sans contrainte, uniquement régi par les lois de la concurrence, procure à l'économie une croissance durable et de plus grandes richesses. Ce moteur, bien sûr, ne profite qu'à une minorité, créant plus de disparité, et c'est bien la seule motivation qui pousse les tenants de ce système à l'imposer.

En conséquence, l'État ne doit conserver que ses tâches régaliennes: police, impôts, tout en conservant le maximum de possibilité d'intervention, de nuisance.

Les petites mains du capitalisme

La Commision européenne (qui n'est que l'émanation «compétente» de l'élite économique des différents États européens, désignée par eux), dans sa logique de concurrence et de démantèlement des opérateurs historiques, veut détruire le fonctionnement de la chaîne gazière: contrats à long terme (20, 30 ans, voire plus), entreprise intégrée (une même entreprise assure la continuité de la chaîne de la production à la distribution), tarifs publics administrés (tarif unique de l'énergie, et régi par des représentants publics).

Cette Commission ne devrait pas faire connaître sa décision avant le 25 octobre 2006, c'est-à-dire après que le projet de loi sera adopté (ou non), à l'Assemblée nationale, pour la fin du mois de septembre.

Ces deux repaires à gredins jouent ensemble la même partition: la Commission demande à GDF des contreparties, sur le tarif notamment, de manière à permettre à la concurrence d'être positionnée correctement. Donc, le gouvernement s'apprête à garantir dans cette loi le maintien des tarifs administrés, pour ne pas déplaire aux électeurs potentiels et faciliter le vote de celle-ci, tout en gardant la possibilité de modifier leur mode de calcul, celui-ci n'étant pas défini dans la loi.

L'écart entre les tarifs administrés étant de 66 % pour l'électricité, par exemple, l'addition risque d'être (encore) plus salée!

Sur les contrats à long terme, les «remèdes» vont clairement porter sur des cessions massives de contrats, c'est-à-dire donner la priorité à l'approvisionnement

vers des sources ou propriétaires de gisements à coût attractif, valorisés par une Bourse de l'énergie. Ces contrats, pouvant être conclus pour des durées totalement élastiques, seront bien sûr cause de rupture de fourniture. Et la taille de l'ensemble Suez- GDF, tant vantée par les deux présidents Cirelli et Mestrallet comme une sécurité supplémentaire, par leur puissance d'achat, ne sera pas supérieure à celle de GDF seul.

Enfin, sur la propriété des réseaux, chacun aura apprécié le glissement sémantique du président de GDF qui, avant l'été, affirmait qu'il ne voulait pas perdre la propriété des réseaux (sous-entendu à 100 %) et qui, en août, déclare vouloir garder le «contrôle» des réseaux (sous-entendu propriété autour de 50 %).

De manière régulière, les salariés d'EDF-GDF ont participé à tous les mouvements, les luttes comme celle conduite contre le CPE, en faisant valoir le contenu de leur action, mais en s'associant le plus souvent à ce front anti-précarité.

Même si la tâche est peu ragoûtante, il a fallu faire le siège des permanences d'élus politiques pour les persuader de ne pas voter cette loi inique; des journées de grève, avec des taux souvent insuffisants ont été déclenchées, des coupures de secteurs ont été organisées, une opération «ville bleue» a coupé l'éclairage public de certaines villes comme Rouen et Lille, sans compter toutes les actions classiques : Robin des bois (rétablissement du courant pour les plus démunis, privés d'électricité), diffusions de tracts sur les marchés.

Journée d'action du 12 septembre

Quatre fédérations syndicales ont appelé à cette journée de grève: CGT, FO, CGC et CFTC. La CFDT est favorable à la fusion GDF-Suez, mais, subtilité de cette organisation, en fusion croisée; il ne s'agirait pas de fondre les deux entreprises en une seule, mais de préserver le pilotage et le développement de GDF par une présence de capitaux publics, conséquente!

Lors de cette journée, une baisse de charge de 4000 mégawatts a été enregistrée, et le taux de grévistes s'échelonne de 35 à 65 % suivant les régions.

Une centaine de rassemblements ont été organisés, notamment celui de Paris qui a regroupé environ 7000 participants. Des mariages symboliques en mairie entre GDF et EDF ont été contractés, et il a été espéré quelques décès et enterrements, comme celui de la fusion GDF-Suez.

Cette journée d'action n'a constitué qu'une étape dans la mobilisation des salariés. Le 7 septembre, une consultation interne était organisée par la CGT et FO, malgré les pressions déguisées ou non de la direction à l'encontre des participants éventuels. La participation moyenne, établie d'après les résultats des bureaux de vote ouverts sur tous les sites de travail, s'est chiffrée autour de 64 %, et 95 % d'entre eux se sont déclarés hostiles à cette fusion.Ce même jeudi midi, des distributions de tracts ont eu lieu, sensibilisant les usagers au risque imminent, d'une menace accentuée sur l'approvisionnement en énergie, et de l'augmentation accélérée de son coût (celui du gaz a déjà augmenté en 1 an de 20 %!).

Le dimanche suivant, des tracts ont été diffusés sur les lieux publics tels les marchés. Le lundi suivant, il y a eu des collages d'affiches dans un certain nombre de villes.

Fillon la racaille

Après avoir été séguiniste, puis chiraquien, Fillon, la racaille préférée de Sarkozy mais aussi l'un des plus acharnés démolisseurs des régimes de retraite (souvenons-nous de 2003), s'est fendu d'une nouvelle estocade en promettant pour très bientôt la fin des régimes spéciaux: SNCF, EDG-GDF (encore!),

Ce voyou présidait un meeting UMP à Auffay (76) le 14 septembre. Il n'en fallut pas plus pour que des syndicalistes CGT et FO, notamment, viennent l'accueillir et fassent valoir leur mécontentement, malgré la multitude de flics et gendarmes marquant de leur suint et de leur purin les effluves de la campagne cauchoise.

Et maintenant

Bien entendu, la répression est omniprésente: les dossiers ouverts par la justice contre plusieurs syndicalistes, à la suite des différentes actions sur l'éclairage public, les postes de transformation, sont loin d'être refermés. Des élus de droite ont récemment porté plainte contre des manifestants ayant muré leur permanence et déposé des dizaines de compteurs devant leur local, et la justice poursuit son cours!

Il faut donc passer à la vitesse supérieure et des manifestations nationales sont déjà prévues pour le début octobre.

La récupération est toujours induite dans ce genre de lutte et les grands manipulateurs sont déjà à l'oeuvre.

Pourtant, une expression anarchiste, même difficile, est toujours possible; ne serait-ce qu'en rappelant les crimes organisés par la gauche contre les services publics (ouverture du capital d'Air France par Gayssot, criminalisation des syndicalistes de la SNCF par ce même Gayssot, sommet de Barcelone, validation par les élus communistes de la directive européenne d'ouverture des marchés), en faisant adopter les modes d'action par l'ensemble des grévistes et, surtout, en proposant la constitution d'un vrai service public de l'énergie, géré et administré par les travailleurs et consommateurs, faisant la peau du nucléaire et facilitant la mise en chantier d'une société sans classe ni État, soucieuse notamment de la préservation des équilibres naturels, par l'arrêt de ce gâchis effroyable que constitue la course au prétendu-progrès et par la recherche des énergies non polluantes.

G.

52 % de bons français

Décidément, l'affaire de l'évacuation du squat de Cachan, par les forces de l'ordre, le 17 août 2006, aura été le feuilleton de l'été. Rien n'a manqué dans cette démonstration de rejet et d'exclusion. Ni la brutalité visible des CRS, le 18 août, ni le cynisme du préfet du Val-de-Marne, bloquant la situation et refusant des issues possibles à ce drame révélateur de la nature de nos institutions républicaines.

Un récent sondage nous a appris que 52 % des Français approuveraient l'évacuation de ce squat. Ce qui peut signifier, plus largement, une volonté de débarrasser la France des immigrés les plus visibles. Qui sont ces braves gens, désireux de rester entre bons Blancs ? On n'ose parler de xénophobie, et encore moins de racisme. Ce ne sont plus des comportements en usage. D'ailleurs, la loi interdit de telles dérives…

Surtout, pas d'amalgame, insistent les bons esprits. Ce n'est pas parce que les Français du temps de l'Occupation ont assisté sans vraiment réagir à la traque aux Juifs — de l'été 1940 à l'été 1944 — que ceux de 2006 auraient hérité de cette volonté de refuser à d'étranges étrangers la possibilité de vivre dans leur environnement.

On frémit, rétrospectivement, en imaginant un sondage d'opinion publique, se déroulant en 1942, sous la botte nazie avec le soutien actif des autorités de Vichy. La question posée aurait été : faut-il débarrasser la France de ses Juifs ? Nécessairement, la réponse aurait été "oui", à une grande majorité. Nous savons qu'il ne s'est trouvé qu'environ 2 000 justes pour se montrer activement solidaires d'une minorité opprimée. Deux mille justes pour 40 millions de Français ? Eh oui, les temps étaient difficiles.

C'était une époque terrible. La souffrance était souvent partagée. On réagissait sur le mode : à chacun ses emmerdes. On avait faim, on avait froid, on avait peur. On se méfiait de son voisin, attendant la fin du cauchemar et la possibilité de sortir vivant de ce mauvais film.

Surtout, pas d'amalgame. En 2006, nous sommes en démocratie, et les hommes qui nous gouvernent ont été élus en toute liberté. Nous bénéficions d'une Constitution inspirée de la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Même si les périodes ne sont en rien comparables, il faut bien constater, alors que les Français ne vivent plus dans la terreur et la peur du lendemain, que les vieux démons ont repris du service.

Certaines réactions à l'affaire du squat de Cachan ne sont que la partie visible d'une triste réalité : la France profonde n'a pas fait son deuil de son passé colonialiste et, sans doute, de ses silences au temps où l'administration de Vichy participait activement à une politique raciste meurtrière, alors que l'on déportait des enfants par milliers. Certes, Auschwitz n'est plus au bout du voyage. C'est heureux. Pourtant, que des pratiques d'expulsions d'enfants puissent se dérouler en régime démocratique, cela constitue une circonstance aggravante.

Chaque jour, des enfants d'immigrés sans papiers sont expulsés sans que la majorité des citoyens de ce pays y trouvent à redire. Approuvent même cette ignominie. Rescapé d'une tourmente abominable, cela m'a au moins permis de m'opposer à toutes les actions répressives, et plus encore lorsque des enfants en sont les victimes !

Maurice Rajsfus
Raflé par la police française
le 16 juillet 1942

Quand l'autruche éternue…

Jeunes filles et hygiénisme

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? En premier lieu la mère Aubry qui, toujours aussi délicate, affirme que, **« pour être président, le problème n'est pas de savoir si on a les bonnes mensurations ».** On se demande de qui qu'elle cause. Allez, Martine, un petit effort : vingt kilos de moins et, toi aussi, tu pourras prétendre au titre de reine des sondages.

Mais laissons de côté les vieilles : quand Brice Teinturier ne tient pas la caisse du pressing familial, il bosse pour la Sofres. Or, à force de se gaver gravement de sondages, Teinturier a découvert que **« le déficit de Sarkozy est particulièrement important chez les jeunes filles ».** Bien que n'ayant pas besoin de la Sofres pour apprécier grandement cette catégorie de la population, j'avoue que cette information renforça chez moi le goût pour les post-pubères. En même temps, les filles, si c'est pour voter Ségo…

A propos, que devient Madame ? **« Je suis en position d'écoute »,** a-t-elle déclaré sans rire. Et après ça on prétendra qu'elle ne nourrit pas le débat…

Un qui n'aime rien tant que le nourrir, le débat, n'importe quel débat, c'est le ministre d'État. Lors d'une saillie il affirma que **« haïr la France, c'est se haïr soi-même ».** Celle-là, Sarkozy n'a même pas eu besoin de la piquer à Le Pen, elle lui est venue toute seule. Le borgne doit en écumer de rage, de se voir ainsi doubler sur son extrême droite.

Comme je ne me hais pas, je peux sans complexe haïr une France qui verse peu à peu dans une manière d'hygiénisme totalitaire. Ainsi vient-on d'apprendre, par une note de la commission parlementaire sur le tabac, que **« les seuls lieux fermés où il est envisageable d'introduire une exception à l'interdiction de fumer sont les domiciles privés ».** On aura bien noté que l'interdiction ne sera plus l'exception, mais que l'exception, « envisageable », sera de nous autoriser à en griller une chez nous. A quand les flics appelés par des voisins incommodés par une vague odeur de mégot ? Camarades cendriers, il est temps de prendre le maquis !

Lui, le maquis ne le tente guère. Au contraire, c'est à découvert, sans protections particulières, que Breton, ministre des Finances, s'est exclamé : **« Je confirme que les recettes fiscales rentrent bien. »** Ce garçon vit dangereusement. Mais bon, il est content, Breton, il compte et recompte les sous. Cependant, inventer sans cesse de nouveaux systèmes permettant de piquer les deux euros vingt qui traînent dans vos poches de pauvre ne semble pas suffire à cet énergumène. Encore veut-il être assuré de rentrer dans l'Histoire comme l'homme politique (quoique…) ayant bradé ce qui restait de services publics. Fut un temps, cela méritait une balle dans le genou. Désormais c'est médaille et sa gueule au musée Grévin (authentique). Putain d'automne, en vérité. Du coup tête retourne au trou.

Frédo Ladrisse

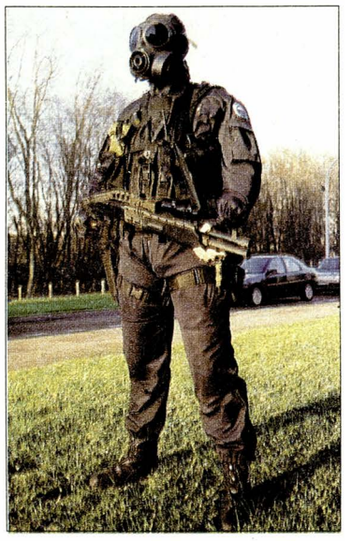
Un dénommé Marc me demande de transmettre à Sigrid le message suivant : « Appelle-moi s'il te plaît, Ladrisse arrête pas de me saouler parce qu'il voudrait ton numéro et que je l'ai paumé. » Message transmis, cher Marc.

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

L'attaque du train

La SNCF a signé cet été une convention avec le GIGN. Il s'agit selon le communiqué, pour les cow-boys du



capital de s'entraîner sur le matériel ferroviaire, pour la SNCF de bénéficier de l'expertise du GIGN dans la conception de ses matériels et installations, et pour les deux complices de définir les conditions d'intervention en cas de menace sur l'entreprise. Comme un navire de la SNCM mené par des marins en grèves à l'automne 2005, nos shérifs surarmés rêveraient-ils d'arraisonner un train plein de syndicalistes... Quand reviendra le temps où c'est les indiens qui attaquent le train ?

Enfermer dans « son » pays.

Le Maroc a accepté que l'Union européenne externalise sur son territoire le contrôle des flux migratoires et la gestion des demandes d'asile. L'Union européenne fait construire des prisons avant même que les migrants aient quitté leur territoire. Bientôt des murs partout ?

Solidarité internationale

Après avoir arraché les gens d'Ouzouia (Maroc) de leur terre qui constituait leur foyer et unique source de vie pour les exiler dans des quartiers ghettos ou les virer carrément ailleurs, l'État poursuit Amal El Houcine et ses camarades de Taroudant dans un procès inique et fallacieux. Il est accusé d'avoir organisé le 7 mai un rassemblement non-autorisé et occupation d'un espace public. Il s'agissait d'une manifestation de défense des droits des paysans pauvres afin d'obtenir l'électricité, l'eau potable et l'exploitation des ressources naturelles.

Fête de *l'Huma* ?

Chaque année c'est la ritournelle. Toutes les travailleuses et tous les travailleurs à la Courneuve ! Il est vrai que ça rassemble du monde et que Léo Ferré et Bernard Lavillier y ont chanté. D'autres aussi (Chuck Berry, Jerry Lee Lewis...). Ça c'est pour la musique mais pour les débats ça reste bien souvent de la même eau. Au jour d'aujourd'hui ça cause d'une unité à gauche de la gauche et le syndicalisme est toujours relégué au rôle de marchepieds. Pour ce qui est de la révolution espagnole, à part les brigades internationales et la république... Dans l'Huma la CNT espagnole, ça n'existe pas.

La classe ouvrière en disparition

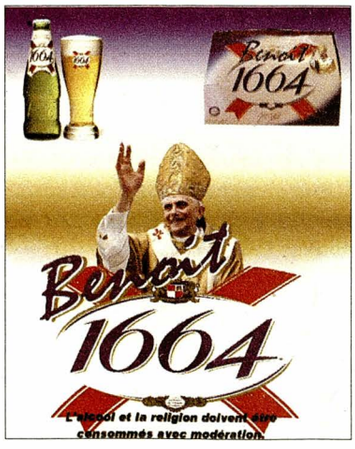
C'est dans tous les médias autorisés. La classe ouvrière c'est du passé, il faut tourner la page ! Solidarité ouvrière, luttes pour un mieux-être, faut voir ça au niveau planétaire où tout le monde est concerné. C'est à dire moi, vous, votre patron et le directeur de votre banque. Tout le monde sur le même bateau et vogue la galère ? Pourtant si l'"ouvrier en bleu", figure emblématique, n'est plus tellement là, des salariés de tous sexes sont sous-payés et n'ont même pas la conscience de leur classe. Tout est à refaire ? Et ben. oui. A nous d'y œuvrer !

Libé no future ?

Depuis le départ du lider maximo July rien ne va trop au journal *Libération*. Les sous ça ne rentre pas comme il faudrait et au niveau éditorial on ne sait pas où il aurait fallu s'arrêter. Entre un journal pour les rangés des voitures de 68 et les jeunes requins high-tech branchés alternatif où est le petit chemin frais à travers la garrigue ? Ni la rue de Lorraine ni le boulevard Barbès ne peuvent répondre. Dommage.

Dialogue entre les religions

Depuis que Benoît 16-64, au sortir de la fête de la bière, s'est fendu d'une diatribe islamophobe, toute l'Italie est sur les dents



et les églises romaines sous haute surveillance. Déjà, deux édifices chrétiens ont été attaqués en Cisjordanie, et le monde musulman, qui attend des excuses, risque d'attendre longtemps. Si Benoît s'est dit « attristé » par la tournure des événements, il a fait en même temps comprendre que s'excuser devant les bicots c'était pas le style de la maison. Que ces fanatiques s'étripent entre eux, nous ne bouderons pas notre plaisir.

Le capitalisme, c'est la mort

Six morts, et plus de mille personnes gravement intoxiquées : en Côte-d'Ivoire, la crise sanitaire provoquée par le dépôt sauvage de déchets hautement toxiques dans 17 décharges publiques, n'a pas fini de tuer. Mais les autorités cherchent d'ors et déjà un bouc émissaire acceptable : l'armateur grec, l'équipage russe, l'affréteur néerlandais... Au final, peu importe, l'essentiel étant de taire le nom du véritable coupable, le capitalisme.

À l'abattoir

Lors d'une consultation interne, 60 % des agents d'EDF et GDF se sont prononcé contre la privatisation de cette dernière. Si les syndicats crient victoire, on est en droit de s'interroger sur les motivations des 40 % ayant choisi de voter oui. Certes, le matraquage médiatique et la propagande nourrie émanant des deux directions n'est pas pour rien dans ce résultat. Il n'empêche. On a vu des moutons un peu plus combatifs, au moment d'être conduit à l'abattoir.

Alstom

Un jugement qui empoisonne les patrons !

Le tribunal correctionnel de Lille vient d'infliger à la société Alstom un choc électrique du genre tétanisant. Il a requis 75 000 euros d'amende, contre le groupe et une peine de prison de neuf mois avec sursis, plus 3 000 euros d'amende à l'encontre du dernier directeur de l'ex-site industriel de Lys-lez-Lannoy (Nord) : Alstom Power Boilers.

Rappel des faits : assis dans le public, ils sont 150 ex-salariés qui se sont portés partie civile, à la barre, le médecin du travail chloroformé (payé par Alstom) et sur le banc des prévenus, des « responsables », chefs d'entreprise qui, pendant des dizaines d'années ont laissé des centaines de personnes s'empoisonner à petit feu. Le résultat de leur criminelle inertie sera cette hécatombe : sur les 400 salariés recensés, 85 sont malades de l'amiante, 10 en sont décédés et il faut savoir que l'usine a employé jusqu'à 1 200 personnes... Entre 1998 et 2001, alors que la fibre cancérigène était hors la loi, les ouvriers ont continué à en respirer, le patron n'a pas appliqué la réglementation et a délibérément joué la montre car l'entreprise devait être vendue à un repreneur !

Le jugement du 4 septembre 2006 est sans précédent et symptomatique d'un revirement récent des pratiques dans l'affaire de l'amiante : c'est la première condamnation pénale prononcée contre une entreprise. L'État a régulièrement tout fait pour empêcher les procédures de ce type, car elles auraient débouché fatalement sur une mise en accusation publique du rôle du patronat. Il n'y a pas eu un seul procureur qui se soit demandé pourquoi tous ces gens sont morts et jusqu'ici, les instructions ouvertes à la demande des parties civiles de victimes n'ont progressé que très lentement ou croupissent faute de volonté.

Le complot

Reste que le véritable procès de l'amiante n'a pas encore eu lieu[1] Qui sont les vrais responsables ? Le dossier a été officieusement délégué au début des années quatre-vingt par les pouvoirs publics à un comité fantôme, le CPA[2] qui n'était en fait qu'un lobby de l'industrie. Le statut d'expert donné à cette structure sans contre-pouvoir symbolisait parfaitement un souci majeur de l'État : ne pas trop savoir pour ne pas s'affoler et ne pas compromettre les bénéfices engrangés par les entreprises sur un matériau qu'elles savaient extrêmement toxique. L'utilisation de l'amiante a été autorisée dans les bâtiments, les navires, les trains sans que rien ne soit dit aux dockers, ouvriers du broyage, sidérurgistes, mécaniciens de marine, électriciens, ouvrières qui tressaient quotidiennement la fibre tueuse... Et quand les attaques contre l'amiante se sont faites plus précises, plus médiatisées, le CPA fut un bon paratonnerre qui arrangea beaucoup de monde : l'État s'abrita derrière ce « faux nez ». En ne prenant aucune mesure restrictive, contrairement à la plupart de nos voisins européens, il n'a pas protégé la santé des salariés. Au contraire : entre 1984 et 1987, la patronne de la médecine du Travail, apportera la caution de l'État au sein du CPA. Quelle confiance aurait-on pu lui accorder quand on sait qu'entre 1987 et son retour à la Direction du Travail en 1991, elle sera nommée médecin-conseil de Saint-Gobain, naguère troisième producteur mondial d'amiante (3) ? Et pourtant, les autorités ne pouvaient ignorer la gravité de la situation, le nombre de décès ne cessait de croître. L'incroyable scandale de l'amiante n'est pas dû juste à une accumulation de mensonges ou d'incompétences de l'ensemble des acteurs, employeurs et pouvoirs publics. Le CPA a tout fait pour étouffer la divulgation des résultats scientifiques sur l'extrême nocivité de la fibre et ce complot du silence pèse lourd aujourd'hui.

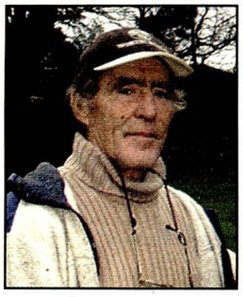
Tous ces morts qui remontent maintenant comme des cadavres à la surface de l'eau et la mobilisation de ces proches qui brandissent le portrait des victimes tels des naufragés agitant les bras au passage d'un navire, ont fini par pousser les pouvoirs publics et la justice à sortir de son inexplicable indifférence. Reste les centaines de procédures judiciaires en cours dans toute la France, au pénal, au civil et devant les tribunaux des affaires de Sécurité sociale : la route sera encore longue.

Thierry
Groupe de Rouen

1. Le procès du 4 septembre 2006 n'a examiné que la non-application de la réglementation après 1996.

2. CPA : Comité permanent amiante, ou siégeaient des représentants des pouvoirs publics et des syndicats, à l'exception de Force Ouvrière, sans oublier des scientifiques et, bien sûr, des industriels du secteur, comme si la Seita s'était occupée du cancer du poumon !

3. Source : Malye, François. Amiante : 100 000 morts à venir. Le Cherche-Midi, 2 004



Eugène Riguidel

Le marin rebelle

Entretien réalisé par : Didier et Stef@

du groupe Lorient/Vannes de la FA

Renaud t'immortalisait en 1980 avec sa chanson « Dès que le vent soufflera », quel effet ça fait d'être ainsi au hit-parade ?

L'histoire de cette chanson, je l'ai vécue bizarrement. J'avais eu la chance de rencontrer Renaud autour de la voile, à la base de vitesse de Brest que j'avais eu le plaisir de lancer. On a fait une ou deux fêtes. Quelque temps après, à La Rochelle, j'étais sur le William-Saurin, Renaud est venu me voir à bord et m'a dit : « Je t'ai mis dans une chanson, est-ce que ça te fait chier ? » Je lui ai répondu : « Non. Si tu as envie de me mettre dans une chanson, c'est ton histoire.» Quand il a fait la présentation de cette chanson au Zénith, il avait invité toute une bande de marins, c'était sympa. C'est incroyable l'impact qu'a cette chanson. Je continue à utiliser sa « notoriété » pour faire avancer les choses dans lesquelles je m'engage, auprès des jeunes.

Déjà en 1976 *Le Canard enchaîné* **titrait « La coque à Colas dans une mer de pub » à propos du sponsoring. En fait quid de voir son bateau servir d'enseigne publicitaire ?**

A l'époque, j'avais fonctionné de manière novatrice. On créait des événements, des régates. On faisait un système. Mais même *VSD* m'a donné des moyens inférieurs au total de la somme. J'ai été très aidé par les fournisseurs et des coups de main périphériques par des industriels, des ventes de tee-shirts même aidaient à boucler les budgets. Quand j'ai arrêté, j'étais dans le rouge à la banque. Je n'avais pas l'impression d'être une enseigne publicitaire. Je m'en foutais de porter un tee-shirt « Jules » si les parfums Jules m'avaient aidé… Je voulais un trimaran de 27 mètres, je me suis donné les moyens. Je pense qu'il serait intéressant de réfléchir à l'utilisation de la voile dans le monde actuel, à cette époque de pétrole de plus en plus cher, ne serait-ce qu'au niveau du tourisme. Pendant vingt siècles, les humains ont transporté des marchandises à la voile, maintenant ils font le tour du monde en 60 jours. Il y a là quelque chose à exploiter.

Pour l'America's Cup, le bateau « Défi français » avait pour nom Areva, sponsor exclusif… Aurais-tu refusé certaines entreprises ?

Je ne rougis d'aucun de mes sponsors. Ma démarche, mon système, pour obtenir un nouveau bateau consistaient en un programme de courses, en termes de budget, durée (ex : engagement pour six courses sur trois ans), qui aboutissait à un contrat avec la marque. Ensuite, je renouvelai mes démarches, en proposant un nouveau contrat. Aujourd'hui, les bateaux coûtent de plus en plus cher. Je déplore les sponsors du style Areva. Ce n'est pas normal. Areva fait dans le nucléaire, promène du plutonium, est inscrit dans une logique militaro-industrielle, la course aux armements, qui vise à la suprématie militaire. C'est comme l'EPR à Flamanville, c'est un danger supplémentaire.
Les actions de protestation que nous avons menées leur font au moins de la contre-publicité. Malheureusement, le nucléaire ne tue pas que ceux qui sont pour. Transparence et démocratie, voilà ce qu'il faut.

Que penses-tu de la notion de compétition ?

La régate est la meilleure méthode pédagogique d'apprentissage de la navigation à la voile. Quand tu fais de telles courses, tu acquiers des techniques qui te servent pour la navigation de tous les jours. Elle est issue d'une tradition maritime. Les marins préfèrent être devant que derrière ! Les marins ont toujours mesuré le temps : aller le plus vite possible vers un nouvel abri. Pour chaque trajet, le nombre de jours était compté. Il est vrai aussi que les régates d'aujourd'hui sont nées de défis entre têtes couronnées (roi d'Espagne contre roi d'Angleterre…), ainsi que l'America's Cup où ce sont des milliardaires qui se font compétition sur des bateaux magnifiques. En France, cela a entraîné un engouement de la population vers la navigation à la voile.

Un rêve offert ?

Mieux : « Arrête d'en rêver : va naviguer ! »

Comment vois-tu les autres sports, spécialement le football, parfois classé comme une religion ?

Le football est un moyen de communication puissant. Par exemple, Alain Gerbaut a organisé des matches entre les populations îliennes (Tahiti…) pour que chaque village ait son terrain de foot, car les activités coloniales avaient détruit leurs lieux de rassemblement traditionnels. Le foot, c'est aussi le goût du sport, de la

fête, de la tradition. Pour des milliers de gens, le foot est un lieu de dépassement, de déplacement. C'est aussi devenu un orgueil régional et national, avec ce paradoxe qu'il est servi par des « mercenaires », ce qui au final rétablit peut-être l'esprit mondialiste.
Après, quand on voit qu'il y a autant de flics que de spectateurs à certains endroits…

Mais dans la compétition il y a aussi cette notion « d'écraser les autres », non?

Pour moi, faire de la course était le seul moyen d'être marin. Quand t'es dans la compétition, t'y es, tu fonces. Mais les autres étaient des copains, on n'a pas envie de les écraser. La mer, ça calme! (*rires*) Quand on se prend un vent force 9 en pleine gueule, on pense aux copains qui dérouillent aussi. C'est donc un peu différent des autres sports.

Ton engagement politique: le(s)quel(s) ? Depuis quand?

Je me considère citoyen du monde depuis 1968 et citoyen du monde régionaliste depuis 1974. A partir de cette base, mon engagement, toujours ponctuel, dépend des situations.
Dans ce cadre, je m'applique à:
- ne faire que ce qui me plaît,
- essayer de mener à bien les chantiers dans lesquels je m'engage,
- naviguer et faire naviguer le plus de monde possible,
- essayer d'aider les amis confrontés à des situations difficiles au niveau écologique.

En 1975, à Erdeven (Morbihan), un projet de centrale atomique était repoussé par la mobilisation populaire. Etais-tu de la partie?

J'ai juste participé à quelques réunions. J'étais absent à l'époque, de même pour Plogoff.
En revanche, j'ai participé aux commémorations, notamment devant la statue de la main qui dit « halte au nucléaire », à Erdeven.

En 2004, les militaires ont mis ton bateau *la Rieuse* de côté! Peux-tu nous raconter cette histoire?

Greenpeace nous avait alertés que du plutonium américain était transporté à Cherbourg. Comme je fais partie de la « flottille de la paix », on est monté en amenant *la Rieuse* avec nous. En manoeuvrant dans la rade de Cherbourg, on a franchi les bornes. On a été arraisonné par les commandos de marine, accompagnés d'un officier de police judiciaire! On a eu 24 heures de garde à vue à décliner nos identités et expliquer pourquoi on était là, ce qui prenait pourtant juste 10 minutes… Deux jugements ont eu lieu au cours desquels les tribunaux se sont déclarés à chaque fois « incompétents ». Résultat, le procureur, sinistre personnage, détient depuis deux ans *la Rieuse* par abus de pouvoir…
Mais, en fait, ça c'est rien, le plus grave, c'est qu'ils continuent le nucléaire, le plutonium et qu'ils fonctionnent comme des dictateurs.

En 2000, c'était la catastrophe de l'*Erika*. Avec des membres de la Confédération maritime, vous vous êtes invités au château de Thierry Desmarets, PDG de Total(ement dégueulasse). Raconte-nous un peu.

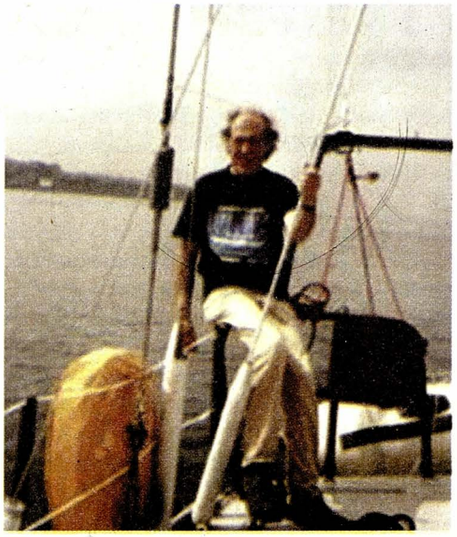
En fait, c'est le château SECONDAIRE de Thierry Desmarets! On savait qu'ils n'étaient pas là. On ne les a pas agressés physiquement. Nous étions 9 et portions un tee-shirt « Nous ne sommes pas venus chez vous par hasard. AZF & Erika ». Nous avons occupé les lieux, éclusé 15 bouteilles de vin… qui n'était pas si terrible que ça. On a aussi restitué une dizaine de kilos de fioul, récolté des plages, qu'on a badigeonné sur les façades. On a aussi démonté les fenêtres qu'on a mises au garde-à-vous dans la pelouse pour qu'elles servent à boucher les trous d'AZF…
Cela nous a valu trois convocations au TGI d'Auxerre (soit des centaines de kilomètres de route à faire) pour être condamnés au final à un euro pour les dommages et intérêts et être amnistiés pour fait syndical…

Fais-tu partie de la Confédération maritime?

J'ai été membre d'honneur. Mais je ne le suis plus. Parce que je veux le contrôle de mes engagements, de mes apparitions. Je fais aussi partie de SOS incinérateurs, Sortir du nucléaire, Menhirs libres…
Je souhaite préserver ces autres engagements, être entièrement libre de mes mouvements…
Aussi bien pour l'écriture, le jardinage, la lecture, la navigation…
Faire de la voile ce n'est pas le « tout tourisme » et sa vocation commerciale, avec les ports « parkings à bateaux », les corps morts qui défigurent le paysage, qui grignotent les plages familiales…
Pour le golfe du Morbihan, je voudrais que soit étudiée cette formule: suppression de tous les moteurs à hydrocarbure au profit de la voile, de la perche, des avirons et même du moteur électrique, rechargeable par des batteries fonctionnant aux éoliennes. Ce territoire fragile et merveilleux mérite d'être un tel laboratoire. Il faudrait aussi revoir le nombre de bateaux à circuler.

L'école Diwan, c'est quoi pour toi? L'immersion(1) fait débat: quelle vision en as-tu?

J'ai le souhait de développer la réalité péninsulaire armoricaine. Dans cela, il y a trois points: l'aménagement du littoral, la préservation de la science mégalithique, la culture et la langue bretonnes. Ce qui me sensibilise, c'est la préservation de la vie bretonne. De la lutte à Carnac autour des menhirs pour éviter la des-



truction d'une ferme et pour le maintien des personnes en activité, nous avons été amenés à faire des recherches sur l'histoire des menhirs pour contrer les inepties des « Versaillais ». Cela a entraîné des rencontres avec des musiciens, des artistes bretons (conteurs, chanteurs...) déjà sensibles à la question. Cette fréquentation se complète et s'entrecroise. Pour ce qui est de l'aménagement du littoral du Golfe, je fais partie de l'association Golfe clair qui tire des constats et fait des propositions. La palette de l'enseignement de la langue bretonne se compose de :
- Div yez : étude bilingue dans le cadre de l'Education nationale,
- Dihun : école bilingue confessionnelle
- Diwan : laïcité, gratuité et immersion.
Ces trois piliers de Diwan sont sa réalité. Pour moi, Diwan est la meilleure solution. Et je n'ai qu'à me féliciter de l'enseignement qu'a reçu l'un de mes enfants à Diwan. Pour mieux la faire connaître, j'organise chaque année la « Diwan Kup », un rassemblement maritime qui se déroule dans le golfe. La prochaine a d'ailleurs (eu) lieu le samedi 10 juin.

Un projet d'intégration de Diwan dans l'Education nationale a suscité une vive polémique, y compris au sein de Diwan. Quelle est ta position ?

Je suis pour l'intégration à part entière de Diwan dans l'Education nationale, comme élément du service public d'éducation à la condition que son fonctionnement actuel soit maintenu. Du genre « donnez les mêmes sous qu'aux autres écoles, nous saurons les dépenser. »

L'indépendance de la Bretagne, ça fait toujours tilt chez toi ? Qu'est-ce que ça t'évoque ? Quel sens lui donnes-tu ?

La Bretagne est une entité géographique extrêmement intéressante, depuis toujours.
Le détachement de la Loire-Atlantique par Pétain est un affaiblissement de cette région. Je suis donc pour le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne. Dans le cadre du système républicain actuel, je suis pour que soient renforcés les pouvoirs régionaux. Comme citoyen du monde régionaliste, je préférerais une Europe des régions à une Europe des nations, c'est-à-dire chaque région indépendante dans un ensemble européen.

Mais ne retrouve-t-on pas, à l'échelle régionale, tout le spectre politique de l'extrême gauche à l'extrême droite autour d'un projet voisin ? Même le patronat breton, regroupé par exemple à l'Institut de Locarn, soutient une Europe des régions avec l'idée de Code du travail régional, Éducation régionale, formation professionnelle régionale selon ses besoins... Que réponds-tu ?
Oui, c'est très dangereux. Je réponds « service public universel » : accès à l'eau, à l'énergie, à l'autosuffisance alimentaire, etc, à gérer à l'échelle planétaire. Je suis pour une gestion solidaire universelle par-dessus les Etats. C'est-à-dire que chaque région préserve son autonomie mais apporte aide et appui à celles qui en ont besoin.

Te considères-tu comme militant ?

Oui, dans le sens où l'on se définit et s'engage autour d'actions.

Tes souvenirs militants les plus rigolos ? les pires ?

Le pire souvenir fut sans doute notre voyage au Mexique, au Chiapas. La police mexicaine de l'immigration ne nous a pas lâchés. Nous étions surveillés. On nous a consignés à bord. Un copain était même interdit de débarquer.
Il y a eu aussi la charge des gardes mobiles à Carnac qui nous ont tapé violemment après que le drapeau français suspendu à la mairie eut brûlé. Il y a eu cinq blessés.

Et rigolos ?

Lors de la Journée du patrimoine, nous avions porté les revendications de Menhirs libres , au château de Josselin de Rohan qui était alors président du conseil régional de Bretagne. Il n'était pas content le duc de Rohan !
En fait, ce n'est jamais très drôle d'être obligé, pour faire entendre une cause juste, en tout cas qui mérite examen, de dépasser son comportement habituel, car c'est le seul moyen dont la population dispose. Si la majorité des gens s'intéressaient aux problèmes qui les concernent directement, les choses pourraient vraiment changer. Les plus nombreux sont les déshérités.

Et l'anarchie, alors ?

C'est comme la sainteté, c'est rare !
J'ai eu la chance de lire certains bouquins, je pense en particulier à « la vie de Max Jacob ». J'ai aussi rencontré Coluche. Je ne sais pas si on peut dire qu'il était vraiment anarchiste, mais il m'a marqué.

Tu as défini quelque part l'anarchie comme « la responsabilité sans le pouvoir »...

C'est la seule solution, car elle ne retire rien à l'individu.

1. Procédé pédagogique qui consiste à étudier chaque matière en breton et à échanger dans la cour et la cantine en breton, le français étant étudié en tant que langue vivante

L'autogestion selon Abraham Guillen

Daniel

Il est paradoxal qu'à une époque désenchantée à cause de l'effondrement du « socialisme réel » et de la « fin des utopies » l'avènement d'un individualisme conditionné par la peur sociale et la soif de consommer (toutes deux entretenues), le renoncement à dépasser l'organisation étatique de la société et capitaliste de la production... les débats sur l'autogestion se limitent -au moins en France- à des travaux sociologiques et historiques confinant cette pratique sociale à un objet d'études[1]. Paradoxal, parce que l'autogestion constitue toujours un faisceau de réponses contemporaines et d'expérimentations collectives[2] qui sont encore un antidote au désespoir que nous laissent ces temps oppressants. Ce constat est plus troublant encore lorsqu'il touche les partisans de l'autogestion généralisée que sont les libertaires, qui ont pourtant été les seuls à mettre puissamment en exergue les collectivisations de l'Espagne républicaine, et pour qui cette aspiration est une revendication historique[3] et une pratique courante.

Se pose alors la question de l'indispensable effort pour réactualiser l'idée autogestionnaire anarchiste et ses nécessaires débats. Sans doute, cette renaissance passe-t-elle par une première réapropriation, celle du travail réalisé il y a peu et qui n'a pas eu d'échos significatifs. Parmi ceux qui ont tenté d'approfondir l'autogestion libertaire, et qui n'ont pas obtenu notre reconnaissance ne serait-ce qu'en connaissant leur nom ou leurs idées forces, il faut signaler l'Espagnol Abraham Guillen[4].

La lecture d'un de ses ouvrages consacré à l'économie -il en a écrit une cinquantaine, sur des thèmes très variés, indisponibles en français- est un moyen pour connaître ses conceptions sur l'autogestion. Sans jamais perdre de vue son sens politique (« Alors, sans autogestion, il n'y a pas d'émancipation du peuple par le peuple lui-même. C'est là un axiome politique ».), il fit l'effort de penser la construction libertaire et ses conséquences, et même sa confrontation au marché capitaliste, quitte à emprunter parfois des chemins inhabituels pour un anarchiste. Le dernier ouvrage de cet auteur, qui s'est éteint en 1993, a été publié en 1990[5] et peut être une première vulgarisation de ses thèses, très méconnues en dehors du monde hispanophone.

Pratique et pluraliste

Dans ce volumineux travail, Abraham Guillen décortique soigneusement les mécanismes et les théories économiques de son temps pour en démontrer les mensonges, du point de vue de la justice sociale et de l'égalité. Les observations de Guillen n'oublient jamais de pointer du doigt l'économie capitaliste mais aussi l'économie d'Etat, renvoyant chaque type d'organisation à ses propres limites ou contradictions, car elles s'appuient toujours sur les injustices et l'avènement, selon les régions, d'une classe capitaliste ou techno-bureaucratique, s'appropriant les plus-values générées par le monde du travail. Pour se libérer de ces pouvoirs et de l'aliénation des producteurs par la marchandise (argent, objet), il faut pragmatiquement associer la pensée critique à « la praxis » autogestionnaire : « A travers la "praxis" la réalité économique se révèle : la répartition inégale de la richesse par les groupes privilégiés, la division du travail entre dirigeants et dirigés, la servitude de l'ouvrier à son travail aliéné au capital privé ou d'Etat » (p. 341). Mais pas question de se soumettre à des théories économiques rigides : « Il faut connaitre les lois objectives de la science économique sans les diviniser, sans s'aliéner à elles, et les prendre comme de purs concepts de l'entendement humain pour justifier des régimes économiques anachroniques [...] » (p. 152).

Dans cette optique ouverte, il affirme la nécessité du pluralisme de l'organisation économique libertaire comme un moyen et une fin : « Il doit y avoir une pleine liberté d'expérimentation économique (entreprises mixtes,

municipales, coopératives, mutuelles, et autogestionnaires) sans stalinisme, monopoles ou élitisme » (p201). A l'origine des inégalités, Abraham Guillen insiste sur la division du travail entre travailleurs manuels et intellectuels. Le socialisme autogestionnaire libertaire doit y remédier radicalement: « La participation croissante des travailleurs dans la gestion de leurs entreprises, en étant tous capables de faire tout, est la condition essentielle du socialisme autogestionnaire. C'est seulement ainsi que tous participeront d'égale façon dans la gestion et la distribution de l'excédent économique, produit d'un travail commun et dans des conditions égales pour tous [...]. » (p. 394). Dans ce sens, l'entreprise autogérée doit être un lieu de formation permanente pour, associée à la gestion collective de l'outil de travail, permettre un accès égal aux savoirs, pour abolir la différence manuels-intellectuels et empêcher la renaissance d'une nouvelle classe gestionnaire, futurs décideurs s'appropriant le fruit du travail d'autrui. Il avertit: « Si le socialisme autogestionnaire n'était pas capable de dépasser la vieille division du travail, entre l'exécution de la production et sa direction, l'émancipation des travailleurs ne serait alors pas possible [...] » (p. 395).

La trajectoire de ce théoricien de l'autogestion l'avait amené très jeune à côtoyer les collectivisations espagnoles, puis plus tard le secteur coopératiste du Pérou, alors qu'il était expert pour l'ONU. Ses études associées à ses expériences personnelles ont dû nourrir sa réflexion. Cela l'a sans doute aidé à concevoir des modes originaux d'organisation autogestionnaire. Il faut d'ailleurs relever qu'il n'attribue pas de rôle prépondérant aux syndicats, pour ce qui relève de l'organisation sociale ou économique autogestionnaire, contrairement aux anarchosyndicalistes pour qui l'organisation syndicale en est la colonne vertébrale.

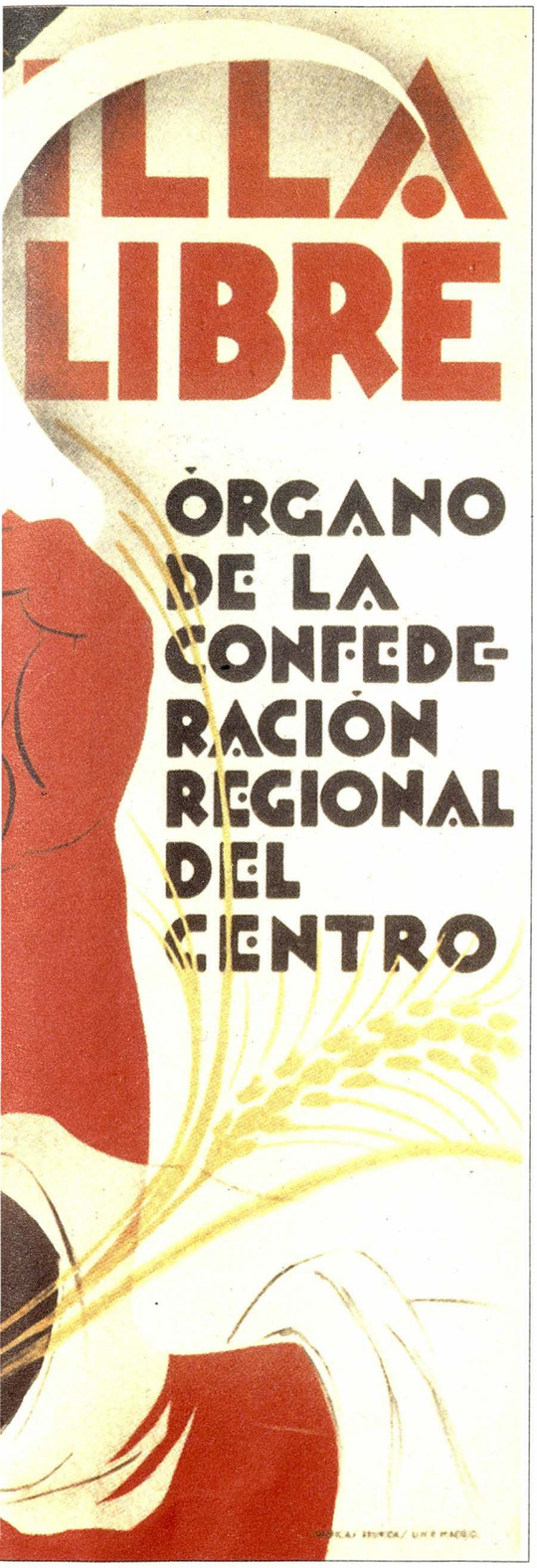
Il partage l'idée que l'autogestion généralisée est aussi une recherche en action: « Dans les premiers temps d'un nouveau régime de démocratie libertaire, d'économie autogestionnaire, il faudra beaucoup valoriser la démonstration et l'erreur, l'expérience historique, pour ne pas idéologiser le savoir, pour ne pas tomber dans des dogmes plus proches de la métaphysique que de la réalité quotidienne. Dans cet ordre d'idées expérimentales, de vérifications de programmes et de résultats de plans, les autogestionnaires devront être très autocritiques, en pensant que ce qui hier était positif pourrait être négatif le lendemain, qu'il faudra alors des changements quantitatifs, vers l'avant ou vers l'arrière, ce qui déterminera des changements qualitatifs » (p. 285).

L'organisation sociale et locale

Il dépeint une organisation sociale assez complète et dresse même des perspectives: « En leur qualité d'autogestionnaires, les travailleurs libérés de la dictature du capital privé ou d'Etat doivent participer à la gestion de leurs entreprises et à la répartition de l'excédent économique obtenu par leur travail associé; participer à la prise de décisions de l'activité économique des entreprises autogérées; définir la politique économique de l'entreprise de propriété sociale, afin que soit assuré, de façon continue, son progrès économique, technologique, culturel, social, éducatif et informatif; les autogestionnaires doivent s'adresser aux organes de l'autogouvernement de l'entreprise avec des demandes justifiées auxquelles il y aura obligation de répondre en pratiquant la démocratie directe sans démarches bureaucratiques. [...] Les travailleurs de l'entreprise de propriété sociale autogérée doivent avoir accès aux décisions fondamentales: calcul des coûts de production; prix; plan de trésorerie; informations périodiques; accords et contrats de tous types; décider des élections de candidats au conseil autogestionnaire; voter le règlement des droits et des devoirs des travailleurs; s'informer sur les dépenses et les recettes; négocier des crédits; se lier avec d'autres entreprises et organismes; apprécier le solde des résultats économiques mensuels, trimestriels et annuels; appréhender les plans économiques à court, moyen et long terme » (p. 390).

Le Conseil ouvrier de l'entreprise autogestionnaire est « l'autopouvoir suprême de l'entreprise », élu démocratiquement, dont les membres sont révocables, élus pour une durée de deux ans, sans renouvellement avant deux années (p. 390). « Le conseil autocratique de la société anonyme capitaliste sera toujours remplacé par le Conseil ouvrier autogestionnaire de l'entreprise; et l'assemblée d'actionnaires, par l'assemblée de producteurs directs, élisant, par vote direct et secret, ses conseillers autogestionnaires, postes en rotation et renouvelables » (p. 316).

S'il est silencieux sur la question de l'autogouvernement municipal, il défend des conceptions intéressantes sur un thème actuel, la « relocalisation »: « Si les agriculteurs étaient regroupés dans des complexes agro-industriels autogérés, incluant la production de matières premières dans leur système, leur transformation en produits industrialisés et leur distribution sur le marché, associant ainsi le capital agricole, l'industriel, et le commercial, sans faux intermédiaires, la production arriverait sur le marché avec une différence la plus minime possible entre le coût de production et le prix de vente, pour bénéficier, avec des prix bas, à toute la société, comme le firent les collectivités anarchistes espagnoles dans leur marché socialiste libertaire durant la révolution espagnole » (p. 235). Les ressources locales sont valorisées: « Par exemple, dans des communautés autogestionnaires locales, régionalement intégrées, en accord avec l'environnement économique, écologique et démographique, peuvent être créés des complexes autogestionnaires constitués par l'intégration de l'agriculture, l'industrie agroalimentaire et de transformation des



matières premières (agricoles, animales, forestières, de pêche), en utilisant pour cela des sources d'énergie locale: biomasse, charbon minéral, végétal ou la tourbe, l'énergie solaire, éolienne, méthanisation ou l'alcool de la biomasse, afin d'avoir une entreprise autosuffisante ou, pour le moins, qui ne soit pas si dépendante pour ses matières premières et les sources d'énergie comme dans le cas de l'entreprise capitaliste mercantilisée, dépendant de la marchandise » (p. 121).

Autogestion et marché

Pour cet adversaire du fétichisme matérialiste marchand, des lois de coopération entre collectivités doivent se mettre en place, en même temps qu'un système de valeurs d'échange doit être établi. Il s'agirait de la valeur travail et de la valeur d'usage, par opposition à la valeur marchande qui intègre la plus-value capitaliste: « Dans le socialisme autogestionnaire (avec démocratie directe dans les échelles de la commune, l'autogouvernement régional et le cogouvernement fédéral) aucun groupe autogestionnaire de travail n'échangera le travail d'un an pour celui de six mois, mais une valeur d'usage contre une autre valeur d'usage de la même valeur-travail, de façon que l'échange ne produise pas d'injustice distributive, créant ainsi des classes parasitaires, des bureaucraties, et l'Etat, cher et mauvais. [...] Dans n'importe quel produit du travail humain -indépendamment du mode de production historique- il y a une valeur d'échange et une valeur d'usage, mais une société autogestionnaire s'identifie à la valeur d'usage, débordant la valeur d'échange. Alors, pour que chacun apporte selon sa capacité et reçoive selon sa nécessité, formule de la distribution communiste, il doit y avoir au moins une certaine abondance de biens et de services, une morale de la consommation et une répartition équitable, indépendamment des capacités et des qualités du travail individuel pour qu'il y ait égalité économique entre les hommes, sans laquelle il n'y a pas de liberté » (p. 123). Les richesses produites devant être supérieures aux seuls besoins des entreprises, un capital social serait ainsi constitué et géré collectivement aux fins d'augmenter la productivité en libérant le travailleur de sa tâche, mais aussi pour permettre le développement et la recherche, l'éducation, les loisirs, la culture... L'objectif, à terme, est bien d'enclencher une « décroissance des prix » -grâce à une valeur d'échange stable et non spéculative-, une « décroissance du temps de travail » -par l'amélioration technique du rendement financée par l'augmentation du « capital social » .

L'auteur anticapitaliste évoque le marché: « Avec le socialisme d'autogestion, la planification nationale est programmatique, indicative, laisse donc les décisions basiques aux entreprises autogestionnaires qui savent de quoi a besoin le marché socialiste, en quantité et en qualité, en prix compétitifs. [...] Le socialisme libertaire ne nécessite pas de planification centralisée, mais a besoin d'un socialisme de marché, de la compétition entre groupes collectifs de travail, de la démocratie directe dans les entreprises au moyen des conseils autogestionnaires » (p. 135). Ce terme de marché, est employé ici sans ambiguïtés sur les intentions: « L'unique système socio-économique qui peut faire se réaliser la loi de la valeur-travail dans les échanges, au sein d'un marché socialiste (libre des mercantiles, des agitateurs monétaires et versatiles, libre de capitalistes qui consomment beaucoup et produisent peu), c'est l'économie autogestionnaire (dans les entreprises, les exploitations agro-industrielles, les services, les ateliers et les usines) et la démocratie directe (en politique) » (p. 201).

Les stratégies

Et A. Guillen saute le pas; il envisage et argumente en faveur d'une compétition entre l'économie autogestionnaire et les économies capitalistes ou d'Etat! Il développe son idée: « Une économie autogestionnaire doit être compétitive dans le défi et imbattable sur le marché mondial; mais pas seulement parce que ses protagonistes auto-organisés font des sacrifices économiques dans le sens de consommer peu et investir beaucoup, mais plutôt parce qu'ils se mettent à travailler tous utilement; réduire la bureaucratie au minimum; élever la force de travail productif au maximum; abolir les classes parasites et investir immédiatement ses revenus, qui étaient improductifs, en investissements productifs; et ne pas oublier que la recherche scientifique et l'éducation généralisée sont de grandes forces productives pour le développement de la société libertaire » (p. 261). Il réfute par là l'idée que la révolution sera simultanément mondiale, mais démontre aussi que si ce modèle de développement ne convainc pas, il n'y aura pas d'autre région du monde gagnée à cette idée de l'abolition du capitalisme: « En conséquence, si le développement économique et le progrès technologique et culturel ne sont pas meilleurs avec une économie autogestionnaire qu'avec une économie bourgeoise ou bureaucratique, on sera dans le règne des idéologies, mais pas des réalités économiques. Mais si tout un peuple autogestionnaire travaille, recherche, consomme prudemment et investit beaucoup pour progresser plus, s'il désembourgeoise ou débureaucratise l'économie, il participera avantageusement au marché mondial et, à moyen ou long terme, il se placera à l'avant-garde du progrès international, incarnant ainsi le rôle principal de l'histoire universelle (p. 261) ». Et l'économiste libertaire ne veut pas mentir; il affirme que le développement autogestionnaire serait interrogé dans sa vocation même s'il ne permettait pas l'accès à un mode de vie enviable, en regard des autres économies de marché: « Que nous le voulions ou non, il faut être pour le développe-

ment dans le bon sens; mais pas augmenter la production pour la production même; [...] » « puisque l'humanité ne veut pas perdre de forces productives, le niveau de vie et le bien-être acquis, en changeant de régime » (p. 394).

En attendant, les questions stratégiques sont posées afin d'en venir à une économie autogestionnaire. Il affirme la complémentarité entre la pensée et l'action: « Ainsi donc, nous avons besoin d'une contre-culture qui sorte le peuple de sa passivité d'animal (domestique) de consommation; unir la pensée et l'action pour interpréter et transformer le monde en même temps; car la pensée seule ne produit jamais aucun changement. Pour cela, à certains moments historiques, faire est meilleur que dire, en unissant la pensée et l'acte en une "praxis" cohérente; c'est donc seulement ainsi que les travailleurs pourront transformer le capitalisme en socialisme libertaire (p. 134). » Parallèlement, il préconise la constitution de « comités », libérés du contrôle des élites de partis ou syndicats institutionnalisés: « La stratégie de base consiste à rompre l'équilibre du système institutionnalisé tant par les bourgeoisies que par les bureaucraties, afin de provoquer la rupture violente, la lutte de classes conduisant à la Révolution (p. 341). » Nous en sommes là, aujourd'hui.

S'il n'évite pas quelques travers lyriques, scientistes ou économicistes qu'il convient de prendre avec circonspection, Abraham Guillen nous a surtout légué une série de pensées et de prises de position dignes d'intérêt et qui peuvent enrichir nos propres réflexions sur le chemin vers l'autogestion libertaire. Il faut regretter que ce penseur de l'autogestion soit méconnu, et avec lui son oeuvre. **D.**

---

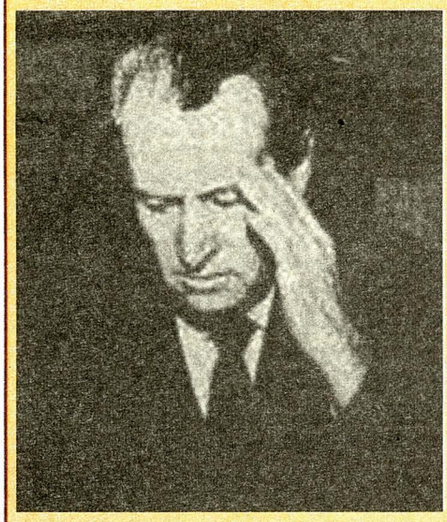
1. « L'autogestion serait donc derrière nous, mais certaines des questions qu'elle a soulevé pourraient bien encore concerner notre présent. » In page 9 de « Autogestion, la dernière utopie? », éditions la Sorbonne, 2003.

2. Lire *L'Autogestion libertaire* , éditions du Monde libertaire, 2006.

3. « Les instruments de travail, tout comme la terre, seront propriétés de la communauté, ne pouvant être utilisés que par les travailleurs, et ceux-ci, groupés en associations industrielles et agricoles, seront rémunérés selon leur travail. » (Michel Bakounine, programme de l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste.)

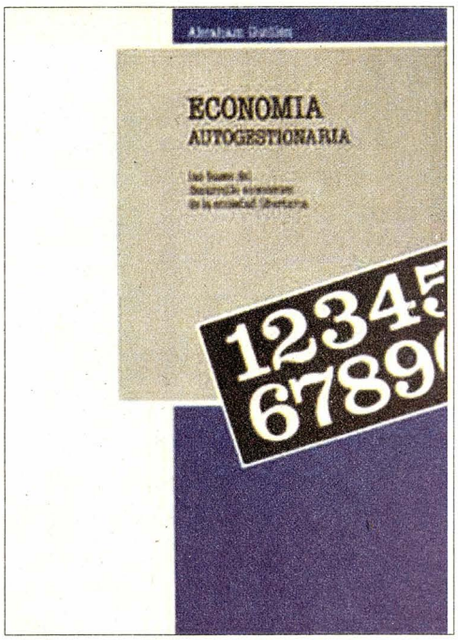
4. Si Daniel Guérin reste une référence, citons tout de même Georges Gurvitch et Jean Bancal dont les écrits ou les recherches sur l'autogestion libertaire sont très peu disponibles.

5. Il s'agit de *Économie autogestionnaire. Les bases du développement économique de la société libertaire*, 504 pages, édité par la Fondation Anselmo Lorenzo -proche de la CNT- Ne sont livrées ici que les idées les plus significatives de l'auteur, la lecture du livre s'impose évidemment.



Qui était Abraham Guillen ?

Cet économiste et écrivain espagnol est né le 9 mars 1913 dans une famille de paysans, à Corduente, près de Molina de Aragon, Espagne. Il devient le directeur de la publication de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires, et collaborera au journal CNT. En 1938, il est nommé commissaire politique de la 14e division de l'armée républicaine, emmenée par l'anarchiste Cipriano Mera. Fait prisonnier par les franquistes à Alicante, il est condamné à mort, sa peine est commuée en vingt ans de prison. Il s'évade en 1942 et intègre le comité national clandestin de la CNT mais est repris en 1943. Il s'évade de la prison madrilène de Carabanchel, passe en France en 1944 et gagne l'Argentine en 1948. Il sera journaliste pour plusieurs journaux de Buenos Aires, Lima et Montevideo. Il deviendra directeur de recherche économique de la faculté de droit et de sciences sociales de Buenos Aires et sera employé par l'ONU au Pérou. De retour en Espagne, il travaillera pour divers journaux comme *Diario 16*, et soutiendra par l'écrit et la parole le syndicat CNT et la Fondation libertaire Anselmo Lorenzo qui édita quelques-uns de ses 50 ouvrages qui furent publiés dans au moins sept pays dont l'Allemagne et les États-Unis.



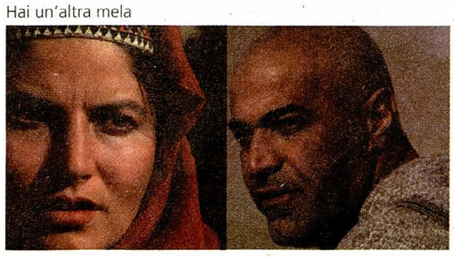
63e Mostra d'Arte Cinematografica « Rêves de poussière »

www, what a wonderful world

Heike Hurst

Hai un'altra mela

Hai un'altra mela



VENISE A BRILLÉ de tous ses feux : des films de 8 h 30 à minuit dans cinq lieux différents pendant douze jours. C'est avec émotion que nous avons visité le village de Fengjie (2 000 ans d'histoire), condamné à disparaître sous les eaux du barrage des Trois Gorges en Chine que Jia Zhang-ke, chef de file du cinéma indépendant chinois, a filmé pendant sa démolition. *Still Live* (Sanxia Haoren) de Jia Zhang-ke (Lion d'or) célèbre la vie sous les décombres et convoque des personnes humbles (un mineur retrouve sa femme dont il est séparé depuis seize ans) et courageuses : Shen Hong, jeune infirmière, jouée par Zhao Tao, décide en revanche de divorcer de son mari. Ils dansent une dernière fois sur le barrage avant de se dire adieu… Le film était la «surprise» du festival et ne figurait pas au catalogue. Il confirme l'art de ce réalisateur de tracer les traits caractéristiques d'un personnage en quelques séquences révélatrices de la grande mutation que l'industrialisation brutale fait subir aux populations rurales de la Chine.

D'une manière aussi convaincante, Spike Lee parlera des ravages que l'ouragan Katarina causa à la Nouvelle-Orléans. Il donne la parole aux survivants, déplacés, déportés de force en quelque sorte, arrachés à leurs familles. Il fait parler tous les acteurs et beaucoup de victimes de cette tragédie qui défile à nouveau devant nos yeux. De l'annonce météo de l'arrivée imminente de l'ouragan jusqu'aux manoeuvres récentes de déposséder les citoyens noirs et blancs de la région. Spike Lee organise son film document en quatre parties : *When the levees broke : A Requiem in four Acts* (*Quand les digues cèdent : Requiem en quatre actes*). Citoyens dispersés dans d'autres États, séparés de leurs familles et sommés de vendre leur maison pour qu'ils n'aient surtout pas envie de revenir. L'aide promise par l'État n'est toujours pas arrivée et les gens reconstruisent pour éviter une démolition-expropriation décidée sans leur avis. Cette population essaie de sauver la vie culturelle, musicale et festive de leur région. Leur combat est leur dignité première : Bush est épinglé, la vanité criminelle de ce pantin est démontrée. Son administration traitera les citoyens de la Louisiane comme des travailleurs immigrés, ajoutant l'humiliation à la perte de la famille et de leurs biens. Les quatre heures du documentaire de Spike Lee sont une aventure cinématographique de toute beauté. (Prix Orizzonte Doc).

L'Afrique et le Maghreb étaient bien présentés cette année. En recevant le Prix Spécial du Jury, Haroun Mahmat-Saleh - qui aime s'appeler Mahmat- Saleh Haroun comme l'imposait jadis l'administration coloniale- remerciait Marco Müller, le directeur du Festival de Venise, pour la visibilité rendue à un cinéma africain d'auteur qui a de plus en plus de mal à exister. Coproduit par des indépendants, le cinéaste Abderrahmane Sissako, Diane Elbaum et Peter Sellars (New Crowned Hope), Daratt (Saison sèche) débute avec l'annonce de l'amnistie au Tchad et la décision d'un grand-père, aveugle, d'envoyer son petit-fils Atim venger la mort de son père assassiné. Le film est un apport majeur au débat sur ce thème, pas seulement pour le Tchad où 40 000 tués et disparus témoignent du règne de Hissène Habré, mais aussi pour tout l'Afrique et le Maghreb où la vengeance est toujours justifiée par un code d'honneur qui semble immuable. Car, comme le rappelle justement Mahmat-Saleh, souvent, au départ, il s'agit de réparer une injustice… Dans Abouna, son film précédent, le réalisateur fournissait une alternative réelle à l'exil des jeunes, dans Daratt il montre qu'il est possible de venir à bout de cette tentation de faire justice soi-même, tout en respectant le désir de tout un chacun. Si Mahmat-Saleh va loin idéologiquement, ouvrant une voie concrète pour que cette nouvelle génération aie des perspectives de lutte et de vie, le réalisateur de *Rêves de poussière* autre film africain, reste dans le descriptif esthétique d'une situation économiquement intolérable. Laurent Salgues a tourné *Rêves de poussière* au Burkina-Faso, à Essakane, dans le Sahel. Avec les damnés de la terre nous plongeons dans les mines d'or

à ciel ouvert. Un homme ne peut plus regarder sa femme en face parce qu'il n'a pas pu empêcher la mort de leur fillette. Il arrive avec une valise quasi vide et entre direct en enfer: creuser dans la poussière des galeries souterraines pas sécurisées. La mine est dirigée par un homme qui s'en ira dès qu'il aura eu sa pièce d'or. Il sera remplacé, le cercle des représailles recommencé. L'humanité de Mocktar (Makena Diop) va en finir avec l'inéluctable: il donnera son argent à une femme seule pour qu'elle fasse étudier sa gamine. Phrase clé: « L'or pour lequel on est prêt à mourir part bien chez les Blancs, pourquoi pas Mariama? » Là aussi, c'est une productrice indépendante, Sophie Talbot et une coproduction avec le Canada et Sahélis, Sékou Traoré du Burkina-Faso qui ont rendu ce film possible.

Le Maghreb aussi brillait de tous ses feux à la Mostra: un film marocain, un film algérien, tous deux engagés et courageux, ce sont d'excellentes nouvelles: au Maroc Faouzi Bensaïdi, réalise après Mille Mois, son deuxième long métrage: *www, what a wonderful world* avec sa comédienne préférée Nehza Rahil. Un film drôle et émouvant propose des situations offensives pour sortir du désespoir, de la réalité oppressante. Les vicissitudes du quotidien de jeunes marocains laissés à eux/elles-mêmes est peint avec humour. On loue son téléphone portable, surveille des conversations et crée des situations inédites. Un agent de circulation-femme tombe amoureux d'un tueur. Elle fait la pluie et le beau temps, son énergie est communicative. Les femmes ont l'initiative et se dépassent en inventivité. C'est ludique: une mise en scène de music-hall poétique et inspirée crée la surprise. Ainsi Bensaïdi s'attaque-t-il avec une belle franchise et une grande énergie à l'hypocrisie ambiante en matière de sexe. Au passage, il y a aussi le Maroc des candidats à l'émigration, leurs espoirs fracassés rendus visibles dans des séquences muettes: *www. what a wonderful world* était programmé dans la section (Gli autori-Des auteurs).

« Faire entendre le crissement du sable... »

Le jury d'Orrizonte tenait à souligner le travail remarquable d'un jeune auteur: Tariq Teguia. Rome plutôt que vous. Parler des années noires 90 en Algérie, de cette guerre civile larvée et ouverte à la fois, des 100.00 tués et disparus... Trouver un langage cinéma pour le dire... Tout au long du film qui dépeint un périple d'un garçon et d'une fille dans Alger et les environs, Teguia réussit à nous tenir en haleine. Il installe un climat de peur et une atmosphère oppressante. Pour son premier long-métrage, Tariq Teguia n'a pas eu peur des silences. De longs plans-séquences nous prennent aux tripes. Teguia risque l'ellipse, il privilégie la sensation et tourne le dos à un récit classique. Ce qui est ressenti prime l'anecdotique et la narration. Sa bande son, faite de sons réels et de musiques mixées de façon originale (Amrane Rarrbo, Thomas Bourcy) est époustouflante. Là aussi, le film s'est fait grâce au soutien d'une productrice, Cati Couteau de l'INA, puis le producteur allemand Helge Albers a suivi l'aventure. Phrase clé: « Le pays, ce n'est pas le Maghreb, c'est le cinéma! »

Signalons que le film de Djamila Sahraoui Barakat, courageuse entreprise de mettre le nez dans cette sale guerre civile en Algérie, était programmé parallèlement pour le prix de la ville de Venise. Sahraoui raconte ce que vivent deux femmes de deux générations qui partent ensemble chercher un disparu dans les maquis islamistes. Message: Barakat! Ça suffit! Rachida Brakni et Fettouma Bouamari sont exceptionnelles. Sortie: 12 septembre.

Lettres du Sahara de Vittorio de Seta (réalisateur, scénariste) relie un peu ces films d'Afrique et du Maghreb à l'Europe, l'eldorado de l'immigration, ici, l'Italie. Il met en scène en jeune africain sénégalais, clandestin, puis en règle. Après une agression raciste, il ne veut plus rester dans ce pays où l'on n'aime pas les noirs. En quelque sorte, c'est son intégrité personnelle qui ne lui permettra pas de continuer cette longue marche vers l'intégration. Critique profonde de la politique d'immigration d'Italie, le film reproche d'ignorer les richesses humaines que ces personnes apportent. Cette docu-fiction ne manquera pas de susciter la compassion dont le film déplore l'absence. Vittorio de Seta , 84, ans est un maître dans la matière.

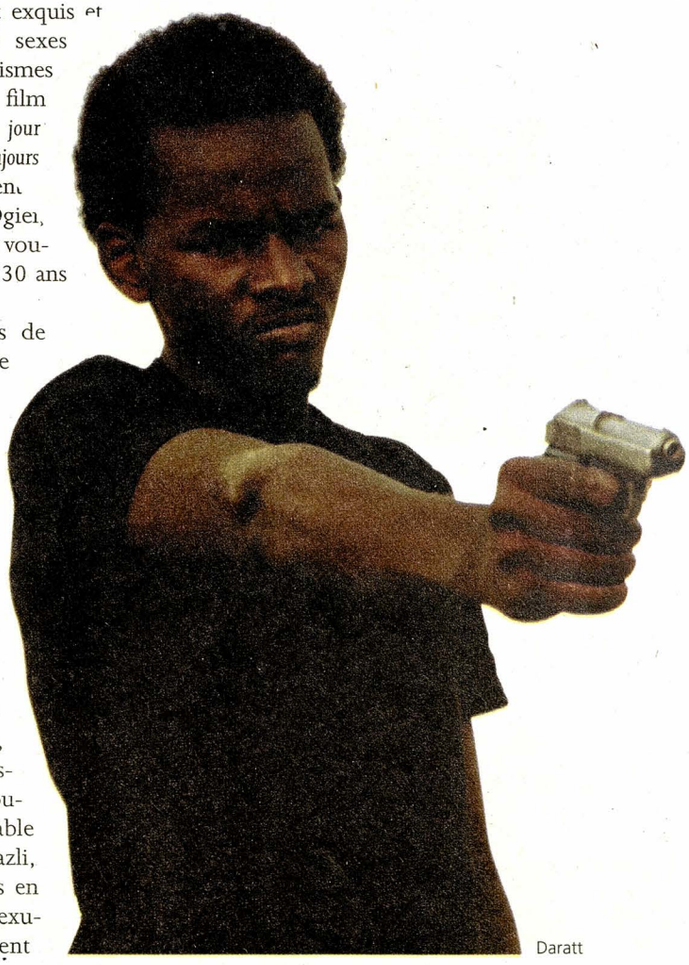
Maître Manuel de Oliveira du Portugal a quelques années de plus et a apporté à Venise un divertissement exquis et cruel où la guerre de sexes couve sous les conformismes et les convenances. Son film pastiche de *Belle de jour* (Bunuel) s'appelle *Belle toujours* et se mue en duel verbal entre Michel Piccoli et Bulle Ogier, car Catherine Deneuve ne voulait pas jouer son rôle... 30 ans après.

Maître Alain Resnais de France donne une belle leçon d'élégance, en mettant en scène un film choral avec ses acteurs préférés d'après la pièce de Alan Ayckbourn *Private Fears in Public Places.* (Lion d'argent de la mise en scène).

Les qualités cinématographiques d'un Oliveira ou d'un Resnais sont connues: ils révèlent, avec leur style reconnaissable, l'étrangeté des nouveaux- venus: une fable iranienne de Bayram Fazli, *Have you an other apple?* Mis en scène superbe, orientale, exubérante plastiquement splendide, réfléchissait sur toutes les formes de pouvoir et la manipulation de l'homme:

Un film syrien mi-documentaire, mi-fiction nous faisait découvrir des gens exceptionnels, des résistants dans l'âme, des amoureux de la vie et des culottés dans leurs stratégies de bonheur lié toujours à la création: *Je suis celle qui portera les fleurs sur ma propre tombe* de Hala Abdallah et Ammar Albeik. Et puis Giuseppe Bertolucci ferme la ronde avec un film consacré à Pasolini, notre prochain, un reportage photographique du tournage de *Salo* au montage époustouflant. Tout ce que Pasolini n'a jamais dit sur les abus des pouvoirs totalitaires et les masses manipulées, trouve ici son apogée, est clarifié et mis en perspective. Son analyse des mécanismes du fascisme n'a rien perdu de sa force. Quelle perte, l'assassinat de ce poète qui aurait continué à enrichir le débat d'idées.

H. H.



Daratt

Pouvoir des anarchistes
Et anarchistes de pouvoir

Freddy Gomez

Comme toute construction humaine, l'anarcho-syndicalisme espagnol a produit ses mythes et ses héros. Parmi eux, une guerre civile éternellement sublimée comme paradigme du peuple en armes et Durruti comme figure indépassable de l'héroïsme prolétarien. Le mythe n'est pas mensonge, il est reconstruction fantasmée. L'interminable exil – extérieur et intérieur – où s'étiola, trente-cinq ans durant, la diaspora libertaire espagnole, figea sa légende, sans doute pour ne pas sombrer tout à fait, en des temps de cimetières sous la lune.

Le revers de la médaille, c'est que, ce faisant, il fallait que le récit des combats passés collât avec l'idée, fausse, qu'on voulait s'en faire. D'où la lecture partielle – et partiale – qu'il induisit et la hiérarchie qu'il opéra, quitte à passer à la trappe ce qui gênait son bel – mais vain – ordonnancement épique. L'intégration bien réelle de la CNT-FAI à l'appareil d'État républicain, par exemple, fut longtemps présentée soit comme une nécessité relevant des seules circonstances imposées par la guerre civile, soit comme une erreur donnant la juste mesure de la trahison des élites qui la dirigeaient. De fait, elle fut, à la fois, bien plus et bien moins que cela. Ceux qui théorisèrent ce grand écart, Horacio Prieto (1902-1985) en tête, en portèrent, devant l'historiographie libertaire, le stigmate définitif. Il est vrai que, pour ce qui le concerne, il avait singulièrement aggravé son cas en faisant de cette « politisation » de l'anarchisme l'axe central d'une stratégie d'après-guerre, inscrite dans la fondation d'un « Parti libertaire » qui se heurta, globalement, à l'incompréhension générale de ses diverses et rivales composantes.

Quand parut, en 1969, la première version du livre de César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969* (1), reproche fut fait à son auteur de rehausser inconsidérément la figure et les thèses d'Horacio Prieto, reproche mâtiné de suspicion quand on s'enquit que César n'était autre que le fils d'Horace. Au fond, le prétexte était tout trouvé pour descendre en flèche un livre assurément dérangeant et s'inscrivant à contre-courant de la production d'époque. Qu'on en juge : C. M. Lorenzo prétendait faire pièce à l'idée communément admise, alors, par la majorité des libertaires de toutes obédiences, que l'envoi de ministres anarchistes au gouvernement avait été la plus grossière erreur commise par la CNT-FAI. D'après lui, l'erreur consistait, au contraire, à y être allé à reculons et trop tard.

Quelque trente-cinq ans plus tard, C. M. Lorenzo nous offre une version entièrement remaniée et très augmentée de son livre de 1969, repris sous le titre *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale* (2). Comme s'il lui restait à dire, ou à reprendre. Comme si sa part de vérité, toujours mise à mal, méritait insistance. Comme si l'urgence durait toujours. « De là d'où je viens, précise l'auteur en introduction d'ouvrage, il me fallait parler. Pour lutter contre l'oubli, contre l'erreur, contre l'injustice du sort. Tout simplement. Et pour maîtriser, par l'écriture, une souffrance intérieure… » La cause est donc entendue : ce travail est bien l'affaire d'une vie et cette ténacité mérite respect.

D'un livre à l'autre, la thèse de C. M. Lorenzo n'a pas varié : elle stipule l'incapacité chronique de l'anarcho-syndicalisme espagnol à saisir les mécanismes de pouvoir au plus près de leur complexe réalité, d'où son balancement permanent entre le tout et le rien. Autrement dit, l'apolitisme radical qui faisait, à ses yeux, l'essentiel de sa doctrine l'aurait grosso modo mis en marge de l'histoire, et ce jusqu'à ce que l'épreuve des faits le fasse favorablement bouger. Quelque six cents

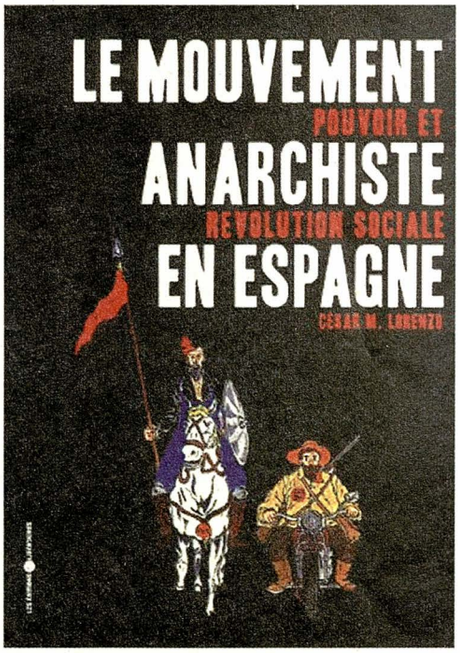
pages grand format durant, c'est cette thèse que l'auteur s'emploie à étayer, et parfois même à instruire. Car il faut en convenir, il y a, chez C. M. Lorenzo, une telle certitude de détenir la vérité que le ton péremptoire qu'il adopte parfois peut irriter le lecteur. Pour notre part, nous eussions préféré qu'il en rabatte, et ce d'autant que la distance qui sépare les deux éditions de son livre aurait pu être mise à profit pour nuancer en bien des aspects, et au vu des nombreuses études publiées depuis 1969, le jugement porté sur un mouvement dont la vraie richesse résida précisément dans sa capacité d'expérimentation multiple et contradictoire. Au point que, si l'anarchisme espagnol reste encore un objet d'étude passionnant, c'est d'abord parce qu'il se coltina à l'histoire, à la question politique et au pouvoir, autrement que théoriquement. C'est même ce qui fit son irréductible spécificité.

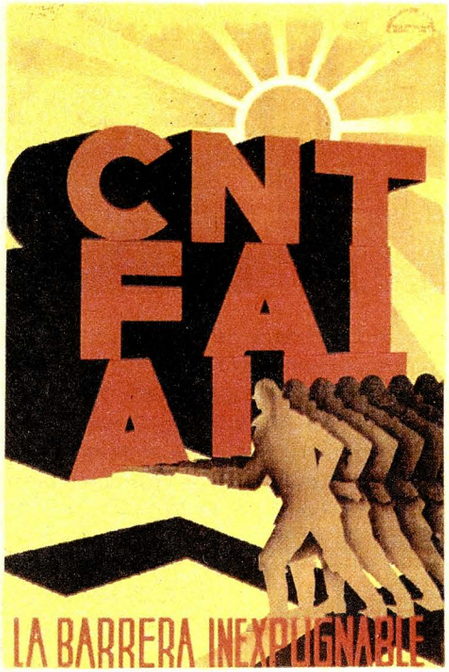
Cette critique ne saurait, cependant, induire une quelconque réserve sur l'intérêt évident et la valeur documentaire – considérable – de l'ouvrage de C. M. Lorenzo. Divisé en quatre parties – « L'essor du mouvement ouvrier libertaire » ,« Panorama de la révolution de juillet 1936 », « La guerre civile dans la guerre civile », « Le temps de la décadence et du repli » –, complété d'intéressantes notes finales et doté d'une riche bibliographie, il scrute à la loupe l'infinité de conflits internes et de fausses réconciliations qui jalonnèrent sa longue histoire.

De l'opposition violente entre « collectivistes » et « communistes » au XIXe siècle à celle qui provoqua l'éclatement de la CNT de l'après-franquisme entre « rénovés » et « historiques », en passant par l'affrontement entre « trentistes » et « faïstes » au début des années 1930 et les multiples déchirures qu'engendra le long exil, C. M. Lorenzo se livre à un relevé exhaustif de cette dialectique de l'affrontement interne, dont il voit – par trop mécaniquement à notre avis – la principale cause dans une rivalité éternellement rejouée entre pragmatisme syndical, d'un côté, et exaltation révolutionnaire, de l'autre. Fortement idéologique, cette grille de lecture ne permet pas toujours de saisir la particularité de tel ou tel conflit, et encore moins le fait que, de l'un à l'autre, les « radicaux » d'hier devinrent parfois les « possibilistes » du lendemain, ou vice versa.

À propos de la FAI, fondée en 1927, à laquelle C. M. Lorenzo attribue une part importante dans l'accroissement des luttes internes à la CNT, il introduit, cependant, une différenciation entre la FAI proprement dite – l'« authentique », précise-t-il –, qui se serait essentiellement occupée de maintenir la flamme d'un anarchisme culturel, et le « faïsme », sorte de nébuleuse – « amalgame plus ou moins cohérent », écrit-il – où auraient influé et se seraient combattus divers « intégristes »: les « intransigeants contemplatifs » (Felipe Alaiz, José Peirats), les « kropotkiniens communalistes » (la famille Urales) ou « industrialistes » (Diego Abad de Santillán et le groupe « Nervio ») et les « anarcho-bolcheviks » (Juan García Oliver et le groupe « Nosotros »). Là encore, une lecture par trop idéologique de l'histoire débouche sur une approche conceptuellement contestable, car s'il fait peu de doute que des stratégies de contrôle existèrent bien de la part de certains réseaux « faïstes », le « faïsme » en lui-même représenta d'abord l'expression, parfois brouillonne, d'un anarcho-syndicalisme radicalisé convaincu que la révolution était au bout de la « gymnastique révolutionnaire ». Et quoi qu'on pense des folles illusions qu'il trimballa et des nombreuses erreurs tactiques qu'il commit, ce « faïsme » -là, dont les adeptes n'avaient souvent rien à voir avec la FAI elle-même, engrangea quelques succès, dont le principal fut sans doute la création des « Cadres de défense » de la CNT, organisation paramilitaire dont le rôle fut déterminant en juillet 1936. Car si le mythe s'accorde à voir, en cette date, une irruption du peuple en armes sur le devant de la scène, la simple lecture de l'événement prouve, au contraire, que ce peuple – sans armes – attendit le plus souvent que le feu nourri des « Cadres de défense » de la CNT nettoie les rues de Barcelone pour les investir drapeaux au vent.

Par une de ces ironies dont l'Histoire a le secret, cette révolution tant espérée par la CNT prit la forme d'une résistance à un coup d'État militaire. Autrement dit, ex abrupto, les « rebelles » (fascistes) cherchaient à abattre la République et les « réguliers » (républicains) à la défendre. On avouera que le scénario avait tout pour nuire au film. C'est pourtant ainsi qu'il se présenta, dès juillet 1936, et qu'il se déroula jusqu'à mars 1939. On pouvait rêver mieux pour partir à l'assaut du ciel. L'hypothèque pesa son poids de realpolitik.





Pour C. M. Lorenzo, la cause est entendue : localement, la CNT-FAI – car, dès lors, les deux entités n'en firent qu'une – accepta, partout et immédiatement, de collaborer avec les autres forces de gauche pour abattre le fascisme et, partout et immédiatement, elle révisa, de ce fait, son apolitisme traditionnel pour participer, sous des appellations diverses, à des structures de pouvoir. Il allait donc de soi que ce mouvement se prolongeât et aboutît à son intégration, comme force décisive, à l'appareil d'État pour défendre ses propres positions en matière de stratégie militaire et de changements sociaux à promouvoir. Ainsi, mise au pied du mur, la CNT-FAI aurait, ipso facto, reconnu l'inanité de quelques-uns de ces postulats de base, dont un anti-étatisme mal compris. Qu'elle admît cet aggiornamento sous le poids des circonstances prouve, à ses yeux, qu'elle avait encore, à défaut d'illusions, quelques difficultés à trousser les principes. Hélas ! Pour elle, insiste C. M. Lorenzo, le temps perdu à oser franchir la dernière étape – celle de l'intégration au gouvernement d'une République assiégée – lui fut politiquement fatal.

Sous la plume de l'historien, sérieux comme un pape comme il se doit, C. M. Lorenzo ne déteste pas jouer les provocateurs, ce qui fit écrire à José Peirats (3), lors de la première édition de son ouvrage, qu'il s'agissait là « du livre le plus anti-anarchiste émanant de notre propre camp » jamais écrit. Sans aller jusque-là, il faut bien reconnaître que son auteur pousse parfois le bouchon un peu loin et que, s'il y prend visiblement un certain plaisir, il reste là encore prisonnier d'une lecture strictement idéologique d'une histoire si lourde d'hésitations, de doutes, de demi-échecs, de pieux mensonges et de vrais abandons, qu'aucune vérité révélée ne saurait la traduire sans la trahir. Or, c'est bien là que le bât blesse, car tout concorde à penser que C. M. Lorenzo n'a pas frotté ses certitudes aux vents contraires d'une épopée contradictoire, mais qu'il l'a pliée à ses propres schèmes, au risque de n'en comprendre que la langue d'une caste érigée en porte-parole bureaucratique d'une *militancia* progressivement privée de mots pour dire l'ampleur d'une réalité qui lui échappait et d'une défaite qu'elle sentait venir. Car, après tout, c'est avec des ministres anarchistes au gouvernement que progressa, irrésistiblement, la contre-révolution, dont mai 1937 reste la date clé.

S'il faut lire et parler de ce livre avec la même passion qui a présidé à son écriture, c'est qu'il est probablement unique en son genre. Pour sûr, il en apprend beaucoup sur les luttes d'influence, les coups bas et les rancoeurs qui traversèrent un mouvement dont la vraie force fut sans doute d'avoir attiré à lui ce que comptaient de mieux le prolétariat et la paysannerie pauvre de son époque. Pour sûr, il en évoque les hauts faits et les petites misères avec le même souci de ne pas les séparer. Pour sûr, il tient, et c'est heureux, le mythe à distance avec le constant désir de ne pas y céder. Pour sûr, solidement documenté, il constitue une somme dont aucun chercheur ou simple curieux ne saurait se passer.

Reste, cependant, qu'on ne trouvera pas, en le lisant, une seule raison de comprendre pourquoi le rêve émancipateur, collectivement porté par des exploités conscients, s'exprima, avec une telle intensité, au sein de ce mouvement. Et moins encore pourquoi il s'y donna libre cours, le temps d'un bref été de l'anarchie, en dépit de et parfois contre ses propres leaders, dont Horacio Prieto, alors secrétaire général de la CNT.

F. G.

---

1. Paris, Editions du Seuil, 1969.

2. Notons, pour la petite histoire, qu'à la différence de la première édition, qui tomba à un moment où les éditeurs commerciaux faisaient leur beurre en surfant sur la vague de l'après-Mai, cette réédition ne trouva pas preneur, ce qu'on comprend aisément au vu de la médiocrissime production éditoriale qui encombre, aujourd'hui, les étals. Saluons donc l'effort des Éditions libertaires pour que puisse paraître ce gros volume.

3. Auteur d'une indispensable histoire de la CNT pendant la révolution espagnole – *La CNT en la Revolución española*, trois tomes, Paris, Ruedo ibérico, 1971 –, dont il existe, en français, une édition abrégée, malheureusement épuisée : *Les Anarchistes espagnols. Révolution de 1936 et luttes de toujours*, Toulouse, Repères-Silena, 1988, 334 p.

Missiles M 51 retour à l'envoyeur

Qu'est-ce qui pèse 56 tonnes, mesure 12 mètres, d'un diamètre de 2,30 mètres, sera muni de trois étages, avec une portée de 6000 kilomètres, et coûtera environ 9 milliards d'euros[1] au contribuable ? On vous aide : on en parlera beaucoup (en mal !) à Biscarosse du 22 au 24 septembre... C'est le missile M 51.

Ce missile, qui doit équiper les quatre sous-marins de la force de dissuasion française, les SNLE (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins), basés à L'Ile Longue, en Bretagne, n'est qu'un avatar - fort coûteux, il est vrai - de la politique nucléaire menée par l'État français. Le M 51 doit remplacer vers 2010 le démodé M 45 (mis en service en 1996), ayant lui-même supplanté le M 4 entré en fonction en 1985, ayant lui-même bousculé le M 20, etc. Chaque missile M 51 contiendra 6 têtes nucléaires TN75, du même type que celles utilisées aujourd'hui. Chaque bâtiment sous-marin sera équipé de 16 missiles, cela portera à 384 le nombre de têtes nucléaires disponibles.

Sa finalité s'inscrit dans l'hypothèse d'un renforcement des défenses missiles balistiques, et un programme fut lancé en ce sens en 1992, revu à la baisse en 1996 sur décision du chef de l'État. Le19 janvier 2006, Chirac déclarait lors d'une visite à L'Ile Longue que « la modernisation et l'adaptation de ces capacités sont tout à fait nécessaires. Notre dissuasion doit conserver sa crédibilité dans un environnement géographique qui évolue ». Il ajouta : « Il serait irresponsable d'imaginer qu'entretenir le matériel existant pourrait suffire. » Des observateurs ont relevé que les sommes colossales (120 millions d'euros l'en dernier, une centaine en 2006) récemment consacrées à vite fignoler l'engin de mort nouvelle génération proviennent de sa crainte que, après l'élection présidentielle de 2007, certains remettent en question la doctrine de la dissuasion nucléaire. Cette préoccupation est partagée par Guy Teissier, le président de la commission de la défense à l'Assemblée, qui s'en ouvrait dans *le Figaro* du 11 septembre en posant des questions aux candidats aux élections. Gageons que les Direction des affaires militaires, Commissariat à l'énergie atomique, EADS, Sagem, Thalès tremblent aussi pour leur budget respectif, mais pas pour les mêmes raisons que nous. Nous sommes bien en face d'une offensive politique, militaire et industrielle : autant de raisons de s'inquiéter, de s'opposer.

Les arguments des opposants[2] sont entendables par chacun d'entre nous et sans doute aussi par la plupart des gens qui nous entourent. L'argumentaire doit faire mouche. Ce nouvel effort de guerre est une volonté de moderniser un outil de persuasion qui peut servir à faire pression dans la guerre d'accès à l'énergie. Nous sommes au sommet du mépris pour ce qui concerne les préconisations bafouées du Traité de non-prolifération pourtant signé par la France, quand on écoute les leçons de morale occidentales à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord - États menaçant d'accéder à l'ère nucléaire -, l'illégitimité d'un développement nucléaire sans consultation des mandataires-électeurs, l'illégalité selon la Cour internationale de justice de la menace de l'arme nucléaire, la gabegie financière qui fait écho au mépris pour les budgets sociaux, le renforcement coûteux des moyens pour modéliser des essais nucléaires en vue d'accentuer la puissance de frappe hexagonale...

Pour autant, cette affaire, et l'opposition légitime qui en découle, peut aussi servir à un élargissement de la réflexion sur la nature des décisions dans la République française. Car il y a bien là l'expression de la collusion d'intérêts particuliers[3] pourtant contraires à ceux de la collectivité, et qui illustre que l'État appartient d'abord à une classe de gens qui servent leur cause sous couvert de la « nation ». Enfin, si l'arsenal nucléaire français engloutit scandaleusement 10 % du budget annuel de la Défense nationale, 90 % de ce budget sert à entretenir une armée qui n'a pas plus d'utilité sociale que les missiles M 51.

Daniel (Nimes)

1. Cinq milliards pour la recherche, 3 milliards pour l'achat par l'armée, quelques centaines de millions pour adapter les installations existantes au M 51, plus imposant que le M 45 actuel.
2. www.nonaumissile51.org
3. Les options politiques de Chirac et sa clique en matière de défense nationale, les intérêts des militaires français qui veulent garder leur rang sur le champ de bataille planétaire, les industriels nucléocrates qui ont toujours besoin de bénéfices pour leurs actionnaires.

C'est au Centre d'Essais des Landes, près de Biscarrosse, à 50 km de Bordeaux, que sera testé cette année le missile M51. Tous à Biscarrosse (40) les 22-23 au 23 septembre 2006 !

Vendredi 22 septembre 2006
Accueil des participants, à Biscarrosse, à partir de 18h00.
19h00 : Concert

Samedi 23 septembre 2006
Matin : Forum pour discuter des activités de l'après-midi ;
Ateliers de formation sur les actions non-violentes
14h00 : Manif-action à Biscarrosse plage, au Centre d'essais des Landes, avec inspection citoyenne officielle et actions symboliques ;
(Cette manifestation est entièrement non-violente)
18h00 : Débriefing général
19h00 : Concert
Fin : 2-3 heures du matin

Dimanche 24 septembre 2006
À partir de 10h00 :
Forums, et notamment (dans le désordre) :
« M51, mini-nukes, Laser Mégajoule : la France prépare la guerre nucléaire préventive ! »
« La reconversion des industries d'armement, c'est possible, dès maintenant »
« Nucléaire civil et nucléaire militaire : quelles continuités, quelles différences, quels enjeux. »
« Les nouvelles logiques de guerre. L'Iran, menace ou prétexte ? »
« Les inspections citoyennes : désobéissance civile et action directe non violente contre bombes nucléaires. L'expérience des pacifistes belges et anglais. »
« Prochaines étapes dans la lutte pour le désarmement nucléaire de la France et du monde. »
18h00 : Concert final
Minuit : Fin des festivités

Pierre Vidal-Naquet

Vérité-Liberté était à la fois un mensuel, édité depuis mai 1960, et un centre d'information du même nom, l'un et l'autre animés par Pierre Vidal-Naquet, que secondait Robert Barrat. Ce mensuel était l'organe du « refus » à la guerre d'Algérie et n'était évidemment pas vendu en kiosque. On le découvrait grâce au phénomène du bouche à oreille que génèrent les périodes de résistance à l'oppression et au mensonge.

Je venais d'adhérer au groupe Louise-Michel, mais la guerre d'Algérie semblait étrangère à la FA[1] et il était difficile, dans le contexte de l'époque, de rester l'arme au pied lorsqu'on était un adolescent révolté par la découverte de la torture et la répression colonialiste. Il me parut donc naturel, tout en continuant de militer au sein de la FA, de combler ce « manque » en me rendant au local de *Vérité-Liberté*, au 152, rue de Rennes, un jeudi après-midi de septembre ou octobre 1960.

Pierre Vidal-Naquet m'y accueillit. Je n'avais que quinze ans, mais, comme je lui présentai ma carte des Jeunesses communistes auxquelles j'avais appartenu et que j'étais issu d'une famille résistante, il m'accorda immédiatement sa confiance.

C'est ainsi qu'on entrait dans la « chaîne » du refus et qu'on en devenait un maillon, même infime. Par le partage de valeurs communes fondamentales qui ne se préoccupaient guère des parcours idéologiques des uns et des autres mais qui les unissaient dans une pratique et une fraternité indéfectible.

Pierre Vidal-Naquet était l'auteur de *L'Affaire Audin*, un des signataires du « Manifeste des 121 » et allait être – ou était déjà – suspendu d'enseignement en raison de son engagement.

La frêle silhouette de Pierre donnait l'impression d'une fragilité que démentait aussitôt son regard et toute son attitude. Il était un animateur à la fois attentif et déterminé. Son autorité s'imposait d'elle-même, comme toutes les autorités morales. Presque à son corps défendant, car il était d'une grande modestie. Un homme simple – ordinaire – d'une grande chaleur humaine.

Il m'intimidait.

En 2004, je le lui ai avoué au cours d'une conversation téléphonique. Il en fut surpris et il s'en est amusé.

Je venais de lui faire parvenir *Les Ombres ardentes* et son jugement était celui qui m'importait le plus puisque que j'y abordais ces années algériennes dans un chapitre.

Il y avait plus de quarante ans que nous ne nous étions vus tout en nous « suivant » mutuellement[2]. Et pourtant, nous étions toujours sur la même longueur d'onde.

Malgré des parcours fort différents, nous n'avions cessé de porter – à peu de chose près – les mêmes jugements sur les événements. À quoi était-ce dû ?

« À la fidélité », me répondit-il. La fidélité de ceux qui partagent les valeurs – toujours elles – de Vérité et de Liberté. Et par là le refus – toujours et encore – du mensonge, de l'injustice, des attaques contre la dignité humaine et les libertés… Une vieille histoire, un vieux combat, qui dure depuis bien avant que Prométhé dérobât le feu aux dieux pour le donner aux hommes. Et quoique l'infidélité soit érigée en vertu par ceux-là mêmes qui veulent reprendre le feu aux hommes.

Jamais nous n'avions été aussi proches. Je suis libertaire et j'ignore si Pierre se donnait une étiquette. Et cela importe peu quand la fraternité est authentique.

Il était toujours mon premier « service de presse ». À chaque fois il m'appelait pour m'encourager car il était grand amateur de « romans noirs ».

Nous devions – enfin ! – nous voir en juin avant son départ pour le Midi. J'avais reporté ce rendez-vous à son retour. – Peut-être parce que Pierre m'intimidait toujours et que je savais que son temps pour sa famille et ses travaux – surtout sa famille – lui était des plus précieux.

Nous ne nous reverrons donc jamais et pourtant nous restons à jamais inséparables.

En fait j'écrivais pour lui. Je l'ai compris en apprenant son décès.

Mais je vais continuer à le faire, pour lui, pour qu'il soit toujours mon premier lecteur. Par fidélité et parce que ce en quoi il croyait ne peut mourir.

L'homme.

Car, si Pierre Vidal-Naquet a été salué comme un grand intellectuel militant ou engagé, une conscience de ce siècle, un historien de la Grèce antique, je crois qu'il eût aimé être tout simplement honoré en tant qu'homme ayant toujours rempli – sans en fuir aucun et quel qu'en fût le prix – ses devoirs à l'égard de sa cité et de son siècle en n'ayant de cesse de servir la Vérité et la Liberté.

Alain Pecunia

1. Avec le recul, peut-être en était-il ainsi car il y avait à cette époque fort peu de jeunes à la FA (ceci expliquant cela : peut-être y avait-il fort peu de jeunes à la FA car celle-ci ne répondait pas à leur attente sur les questions et les pratiques que commandait le conflit algérien).

2. En avril 1963, aussitôt notre arrestation en Espagne connue (Bernard Ferri, Guy Batoux et moi-même), Pierre Vidal-Naquet constitua le premier comité de soutien.

Jeudi 21 septembre

Chronique hebdo à 10 heures: Analyse libertaire de l'actualité. La bande à Gaston, avec Vania Adriensens et Jean-Claude Mérillon, pour les journées Gaston Couté (les 23 et 24 septembre à Meung-sur-Loire). Toutes les facettes du poète anarchiste s'exprimeront sans modération.

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Émission animée par Marlène Bouvier.

Radio cartable à 14 heures: La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem à 18 heures: Jouer contre la guerre, avec les Amis de la vie.

Vendredi 22 septembre

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Éric Tessier énoncera la dure vie de The Electric Prunes et Olivier Pascault continuera de peindre un Balzac réaliste. Lecture d'extraits et exposé analytique de *La Comédie Humaine*.

Ca booste sous les pavés à 22h30: Musiques, reportages, actus... Invité: Dumb, rock indé.

Samedi 23 septembre

Réveil Hip Hop à 08 heures: Musique hip hop. Retour de DJ Five et sa bande d'hip-hoppers matinaux!

Chronique syndicale à 11h30: Luttes et actualités sociales. Tout, tout, vous saurez tout sur le CNE, la vacherie qui n'a pas été abrogée en même temps que le CPE! Avec un conseiller prud'homal qui a rendu un jugement de condamnation de patrons sur le sujet...

Tribuna latino-americana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique latine. Présentation du livre *Pour en finir avec l'État Colonial*, en présence de l'auteur Sergio Cacérès, journaliste de l'édition internationale du Juguete Rabioso (Le Jouet Enragé), coédité par l'Esprit Frappeur et Le Jouet Enragé. Il y sera aussi question de l'actualité en Bolivie.

Dimanche 24 septembre

Folk à lier à 12 heures: Musiques traditionnelles. Folk à lier fête les 25 ans de Radio Libertaire, en direct du Forum Léo Ferré, de 12 heures à 17 heures (11, rue Barbès à Ivry sur Seine). Soyez nombreux!

Le Mélange à 17 heures: Le magazine de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Mardi 26 septembre

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Changement d'instrument. Certains musiciens aiment laisser leur instrument de torture (celui sur lequel ils ont sué des années durant) pour un autre biniou qu'ils maîtrisent moins et les repose, ou leur ouvre un nouveau champs d'expressivité. Ce sont ceux-là et ceux-ci que nous écouterons.

Pas de quartiers... à 18 heures: Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. La SNCF: toujours un Service Public? Des gens bien informés en causent...

Paroles d'associations à 19h30: Magazine de la vie associative et culturelle. Un plateau de chanteurs, dont Ludmilla.

Mercredi 27 septembre

Blues en liberté à 10h30: Émission musicale blues. Les harmonicistes blancs.

Femmes libres à 18h30: Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Présentation de la Maison des Femmes de Paris; actualité des luttes.

Ras les murs à 20h30: Actualités des luttes de prisonniers. Invités: Stéphanie et Jean, rédacteurs de la revue *Dedans Dehors*, de l'association l'Observatoire International des Prisons (OIP).

Jeudi 28 septembre

Si vis pacem à 18 heures: Préparation du 46e Congrès de l'Union pacifiste de France.

Vendredi 29 septembre

Ca booste sous les pavés à 22h30: Musiques, reportages, actus... Invité: Comité de Solidarité avec le Peuple Basque.

Samedi 30 septembre

Chronique syndicale à 11h30: Luttes et actualités sociales. La rentrée scolaire 2006, état des lieux en général et quid de la violence à l'école en particulier?

89.4 MHz en région parisienne

ri.federation-anarchiste.org

agenda

Vendredi 22 septembre
Biscarrosse (40)

Voir l'encadré jaune page 20.

Samedi 23 septembre
Paris 18e

« Les 25 ans de Radio libertaire » présentaté par Wally Rosell et des animateurs de Radio libertaire à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Paris 11e

Forum-débat de la librairie du Monde libertaire avec Céline Beaudet, pour son livre *Les Milieux libres : « vivre en anarchistes » à la Belle époque en France...* à 16h30 au 145, rue Amelot.

Biscarrosse (40)

Voir l'encadré jaune page 20.

Dimanche 24 septembre
Paris 11e

Soirée de soutien à La Libertaria (lieu autogéré à Biscucuy, Vénézuéla), avec The Dana Strong (rock), This Thing Called Dying (hardcore) et Lobster Killed Me (punk mélodique). A partir de 17 heures, au CICP, 21 ter rue Voltaire. PAF : 5 euros.

Jeudi 28 septembre
Ivry-sur-Seine (94)

Anarchosyndicalisme chantant avec les Chanteurs livreurs, à 20h30, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Métro Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie. Possibilité de dîner sur place à partir de 19 heures.

Vendredi 29 septembre
Saint-Antoine-l'Abbaye (38).

Table de presse de l'Union Régionale Rhône Alpes de la FA du 29 septembre au 1er octobre, lors du Festi-Forum à Saint-Antoine-l'Abbaye. Camping gratuit (voir www.festiforum.org). Contact : laruerale@no-log.org

Samedi 30 septembre
Saint-Antoine-l'Abbaye (38)

Projection-débat sur le VAAAG de 12 heures à 13 heures au Festi-Forum. Table de presse de l'Union régionale Rhône Alpes de la FA. Contact : laruerale@no-log.org

Dimanche 1er octobre
Saint-Antoine-l'Abbaye (38)

Projection-débat sur le VAAAG de 12 heures à 13 heures au Festi-Forum. Table de presse de l'Union régionale Rhône Alpes de la FA. Contact : HYPERLINK "mailto : laruerale@no-log.org"laruerale@no-log.org

Merlieux (02)

Cette année, pas de OFF au Salon du livre du village. Le groupe Kropotkine de la FA, tiendra toutefois un stand avec table de presse où vous pourrez retrouver les Éditions du Monde libertaire, les Éditions libertaires, etc. Expo de photos, Projections des reportages sur les salons du livre anarchistes des années précédentes. Buvette et convivialité. C'est au 8, rue de Fouquerolles, à l'Athénée libertaire.

Vendredi 6 octobre
Paris 18e

Du 6 au 8 octobre : à l'occasion de la Fête des vendanges à Montmartre, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Samedi 7 octobre
Marseille (01)

Conférence-débat avec Xose Ulla Quiben pour son livre *La plume rouge et noire du Père Peinard*, à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Laon (02)

Le groupe Kropotkine de la FA vous convie à la Conférence-Débat sur : "Espagne 36 : les affiches des combattant-e-s de la liberté", animée par Wally Rosell, à 20h30, Maison des Associations, Rue du bourg. Exposition et Table de presse à partir de 15 heures Projections de documentaires à partir de 16 heures Entrée libre et gratuite.

Samedi 4 novembre
Marseille (01)

Conférence-débat avec Céline Beaudet pour son livre *Les Milieux libres : « vivre en anarchistes »* à la Belle-époque en France... », à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominiqu.

Vendredi 17 novembre
Paris 18e

du 17 au 19 novembre : à l'occasion des Portes ouvertes D'Anvers aux Abbesses, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Samedi 2 décembre
Paris 18e

Les 8 ans de bibliothèque La Rue, ça se fête ! À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Dimanche 24 SEPTEMBRE
DE 12H00 à 17H00 précises

25 ans

Avec des minis concerts de 45mn environ :
Les CHURCHFITTERS (musique anglo-irlandaise)
Alain PENNEC (accordéoniste breton bien connu)
JULIK (musique tzigane)
... sous réserve une petite visite de
CARRE MANCHOT (groupe de fest-noz)

Une discussion / rencontre / débat avec des journalistes de la presse écrite "world" :
Bouziane DAOUDI
(rédacteur en chef de world),
Guillaume VEILLET
(futur rédacteur en chef de Trad-Mag),
la rédaction de MONDOMIX,
Martina ZIMMERMANN
(journaliste allemande)

l'émission sur l'actualité
des musiques traditionnelles

FOLK A LIER

Radio Libertaire
89.4 fm
federation-anarchiste.org/rl

aura lieu en DIRECT et en PUBLIC
depuis le Forum Léo Ferré
à Ivry-sur-Seine (94) au 11 rue Barbès
(à 500m du M° et de la sortie
du Périphérique Pte d'Ivry).

Entrée 5€ seulement
(boissons et petite
restauration sur place)